tremplin le mag

N°39 - SEPTEMBRE 2024



LES TREMPLINS



UNE RÉALISATION LES TREMPLINS

Tremplin Le Mag est une revue d'actualité et de culture générale portant à la fois sur des enjeux militaires et des questions de société. A travers une approche synthétique, elle vise à permettre un suivi de l'actualité internationale et nationale, tout en ouvrant vers des articles parus dans la presse généraliste. Un troisième moment permet d'élargir la réflexion en abordant une actualité moins chaude.

Editorial

Ce numéro de rentrée 2024 consacre une grande partie de ses articles aux différents scrutins électoraux qui scandent une année au cours de laquelle plus de la moitié de l'humanité est appelée aux urnes. En Iran, la victoire du réformateur modéré Massoud Pezeshkian lors de l'élection présidentielle qui s'est tenue en juillet marque un espoir de changement pour une partie de la population lassée par le régime au pouvoir. Au Venezuela, cet espoir de changement d'une partie de la population s'est mué en révoltes face à la réélection contestée de Nicolas Maduro. Aux États-Unis, la campagne présidentielle continue de marquer l'actualité après la tentative d'assassinat contre Donald Trump et le renoncement de Joe Biden, remplacé cet été par Kamala Harris. Du côté de l'Allemagne, ont été organisées deux élections régionales en Saxe et en Thuringe qui se sont traduites par une victoire de l'extrême droite.

L'actualité internationale de cet été 2024 a également été marquée par les Jeux olympiques et leurs répercussions géopolitiques. Moment de prédilection pour les États qui souhaitent mettre en évidence leur soft power, ces grandes compétitions internationales servent également de caisse de résonnance pour les tensions qui traversent la planète ou encore d'occasion marquante pour défendre des causes politiques.
Les Jeux olympiques ont été choisis comme fil rouge de la synthèse de l'actualité nationale. Cet événement sportif semble jouir d'un bilan très positif en matière de fréquentation ou de sécurité. Cependant, le bilan économique reste contrasté, notamment pour ses retombées touristiques incertaines en particulier dans la restauration ou la fréquentation des musées. Un parallèle avec Athènes, Barcelone ou Londres permet ensuite de sonder la capacité de la ville de Paris à inscrire dans le temps et dans l'espace cette compétition internationale pour en faire un moteur de sa rénovation urbaine. La place des Jeux paralympiques semble également être un bon moyen de mesurer la transformation du regard sur le handicap dans la société, tandis que la trêve olympique permettait au chef de l'État d'interroger les différentes forces politiques en présence au parlement pour finalement nommer Michel Barnier en tant que Premier ministre début septembre.

Horizon Sciences Po est, enfin, l'occasion de mieux connaître deux nouvelles références citées dans la bibliographie de Questions contemporaines relative au corps. La première contribution vous propose de mieux connaître *La civilisation des mœurs* du sociologue Norbert Elias. Dans la première moitié du XXe siècle, ce livre marquant a mis en évidence un processus de disciplinement des corps au cours du temps, en lien avec l'émergence de l'idée de civilisation. Une dernière note est consacrée au film *Picture me, le journal vérité d'un top model* qui, dans un tout autre registre, permet de réfléchir à la vision du corps dans le monde du mannequinat.

UNE RÉALISATION LES TREMPLINS

Tremplin Le Mag est une revue d'actualité et de culture générale portant à la fois sur des enjeux militaires et des questions de société. A travers une approche synthétique, elle vise à permettre un suivi de l'actualité internationale et nationale, tout en ouvrant vers des articles parus dans la presse généraliste. Un troisième moment permet d'élargir la réflexion en abordant une actualité moins chaude.

VN PARTICIPATIONS
42 RUE DEYRIES
33800 BORDEAUX

TÉL : 05.33.49.01.80
contact@trempliniep.fr

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
Thierry CORDE

COMITÉ DE RÉDACTION
Florent VANDEPITTE

AUTEURS
Arnaud LE GARS - M. Vincent BIENSTMAN - M. Louis ROSSIGNOL

PHOTOS
Vue satellite. (Nasa) - Arc de triomphe. (Unplash) - Vue satellite. (Nasa) - Massoud Pezeshkian, après avoir voté lors de l'élection présidentielle, à Téhéran (Iran), le 5 juillet 2024 (Atta Kenare/AFP) - Les partisans de l'opposition vénézuélienne protestent contre les résultats des élections annoncés par le gouvernement du président Nicolas Maduro après qu'il a été déclaré vainqueur de l'élection par le Conseil national électoral, le 28 août 2024. (Leonardo Fernandez Viloria/Reuters) - La candidate démocrate à l'élection présidentielle américaine, Kamala Harris, avec son colistier, le gouverneur du Minnesota, Tim Walz, à la convention nationale démocrate, à Chicago (Illinois), le 20 août 2024. (Kevin Lamarque/Reuters) - Le Sud-Coréen Lim Jonghoon prend un selfie avec ses collègues nord-coréens et chinois en tennis de table. (AFP) - À la frontière entre Israël et le Liban, après un bombardement israélien le 16 août 2024. (Rabih Daher/AFP) - Capture d'écran d'une vidéo fournie par les gardes côtes chinois montrant l'une des deux collisions qui ont eu lieu le 19 août 2024 à proximité du banc de sable Sabina. (China coast guard via Weibo/Reuters) - Le leader de l'extrême droite Björn Höcke en Thuringe. (Wolfgang Rattay/Reuters) - Couverture Le labyrinthe des égarés, Amin Maalouf - Couverture Et c'est ainsi que nous vivrons, Douglas Kennedy - Affiche les géopolitiques de Nantes 2024 - Drapeaux français (Pxhere) - Buste (Unplash) - Couverture la civilisation des moeurs, Norbert Elias - Affiche du film Picture me, le journal vérité d'un top model, Ole Schell

Tous droits de reproduction, même partielle, par quelque procédé que ce soit, réservés pour tous pays.



TREMPLIN LE MAG

Revue d'actualité et de culture générale

ACTUALITÉ INTERNATIONALE..... 6

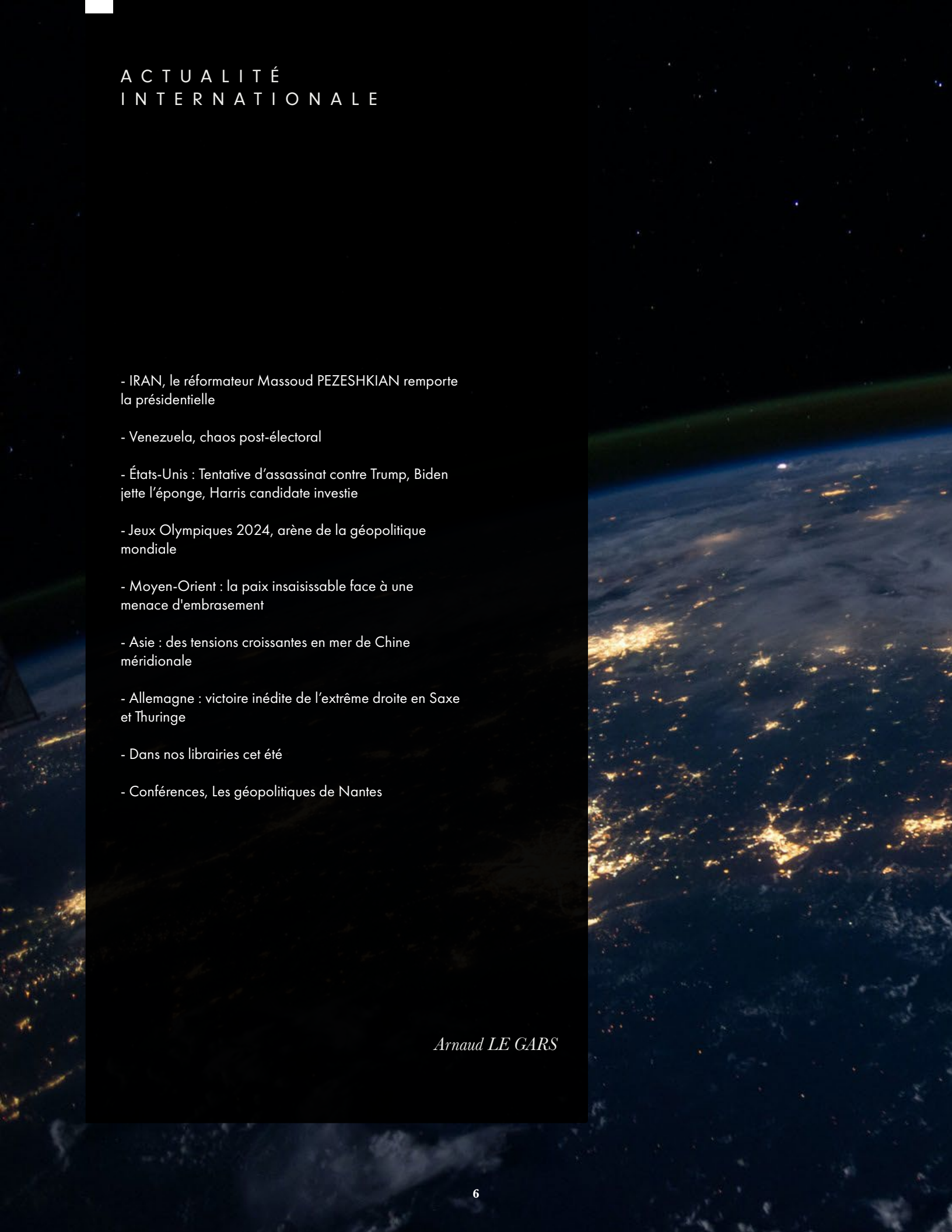
ACTUALITÉ NATIONALE 22

HORIZON SCIENCES PO

- Norbert Elias, *La civilisation des mœurs,* 1939..... 38

- Ole Schell et Sara Ziff, *Picture me, le journal vérité d'un top model,* 2009 39

ACTUALITÉ INTERNATIONALE



- IRAN, le réformateur Massoud PEZESHKIAN remporte la présidentielle

- Venezuela, chaos post-électoral

- États-Unis : Tentative d'assassinat contre Trump, Biden jette l'éponge, Harris candidate investie

- Jeux Olympiques 2024, arène de la géopolitique mondiale

- Moyen-Orient : la paix insaisissable face à une menace d'embrasement

- Asie : des tensions croissantes en mer de Chine méridionale

- Allemagne : victoire inédite de l'extrême droite en Saxe et Thuringe

- Dans nos librairies cet été

- Conférences, Les géopolitiques de Nantes

Arnaud LE GARS



ALLER PLUS LOIN...

- BBC: Qui est Massoud Pezeshkian, le réformateur qui a été élu président de l'Iran et qui promet de mettre fin à « l'isolement du pays » ?
- FRANCE 24: « Si Massoud Pezeshkian arrive au pouvoir, c'est parce que Khamenei a bien voulu qu'il y arrive »

Massoud Pezeshkian, après avoir voté lors de l'élection présidentielle, à Téhéran (Iran), le 5 juillet 2024.

IRAN, LE RÉFORMATEUR MASSOUD PEZESHKIAN REMPORTE LA PRÉSIDENTIELLE

Contre toute attente, Massoud Pezeshkian, unique candidat modéré et réformateur autorisé à se présenter, a remporté l'élection présidentielle en Iran le 5 juillet dernier. Le député a obtenu plus de 16 millions de voix lors du second tour, surpassant son adversaire ultra-conservateur Saïd Jalili, ancien négociateur de l'accord sur le programme nucléaire iranien, qui a recueilli 13 millions de votes. Comme prévu, l'abstention a été particulièrement élevée, avec seulement 30 millions de participants sur un total de 61 millions d'électeurs inscrits.

L'arrivée de Pezeshkian au second tour a tout de même dynamisé la participation, qui est passée de 41 % au premier tour à 49,8 % au second. Pour encourager les électeurs à se rendre aux urnes malgré la chaleur accablante et une désaffection marquée pour le système politique iranien, les autorités ont prolongé l'ouverture des bureaux de vote jusqu'à minuit. Ces élections, organisées à la hâte cinquante jours après la disparition du président ultra-conservateur Ebrahim Raïssi dans un crash d'hélicoptère en mai, représentaient un enjeu majeur, notamment pour le guide suprême Ali Khamenei, qui détient l'essentiel du pouvoir.

Alors que l'Iran traverse une crise économique, sociale et politique sans précédent depuis la création de la République islamique en 1979, l'Ayatollah Khamenei a exprimé publiquement que la participation massive aux élections serait un signe de la légitimité du régime. Cependant, cette stratégie s'est révélée infructueuse. En effet, pour la première fois, le Guide suprême a admis que « certains Iraniens n'acceptent plus le modèle actuel ». Cette reconnaissance marque un tournant dans le discours officiel, mettant en lumière le mécontentement croissant au sein de la population.

Dans ce contexte, Massoud Pezeshkian, qui se présente comme « la voix des sans-voix », suscite de nombreuses interrogations.

Peut-il réellement renverser la situation et apporter les changements nécessaires ? Pezeshkian, par son positionnement en tant que réformateur modéré, incarne l'espoir de ceux qui réclament des réformes profondes et une plus grande ouverture politique. Sa victoire pourrait-elle signaler le début d'une nouvelle ère pour l'Iran, où les aspirations du peuple seraient enfin prises en compte ? Seul l'avenir le dira, mais son ascension témoigne déjà d'une volonté de rupture avec le statu quo imposé depuis des décennies.

Massoud Pezeshkian est né le 29 septembre 1954 à Mahabad, dans la province de l'Azerbaïdjan occidental, une région iranienne à forte population kurde. Âgé de 69 ans, il est issu d'un métissage, avec une mère kurde et un père azéri, bien qu'il se définisse souvent dans les médias comme étant d'origine « turque ». Multilingue, il maîtrise le kurde, l'azéri, le persan, l'arabe et l'anglais. Ses racines l'ont conduit à devenir un fervent défenseur des minorités ethniques en Iran, en particulier celles du nord-ouest du pays. Surnommé « le docteur » par les Iraniens, en raison de sa carrière de chirurgien cardiologue. Il a suivi ses études à l'Université de Tabriz, dans l'Azerbaïdjan oriental, puis à l'Université de Téhéran. En plus de sa carrière médicale, il a servi comme soldat et médecin durant la guerre Iran-Irak de 1980 à 1988, alliant ainsi son expertise médicale à un engagement militaire.

Bien que sa victoire à la présidentielle iranienne ait été loin d'être certaine, Massoud Pezeshkian n'est ni un outsider ni un novice en politique. Il a débuté sa carrière en 1997 en tant que vice-ministre de la Santé sous le gouvernement de Mohammad Khatami. Par la suite, il a occupé le poste de ministre de la Santé de 2001 à 2005. En outre, Pezeshkian a été élu député de Tabriz à l'Assemblée consultative islamique (le Parlement iranien) pendant cinq mandats, où il a également exercé les fonctions de vice-président. Sa candidature à la présidence était soutenue par Mohammad Khatami ainsi que par Mehdi Karoubi, une figure religieuse dissidente qui a tenté de se présenter à la présidentielle en 2009.

En 2022, Massoud Pezeshkian s'est prononcé contre l'opacité des autorités concernant l'affaire Mahsa Amini, une jeune femme kurde décédée en détention après avoir été arrêtée par la police des mœurs pour un prétendu mauvais port du voile. Lors de sa campagne, Pezeshkian a critiqué l'usage de la force par la police pour imposer le port du voile aux femmes et a fermement condamné « tout comportement violent et inhumain (...) envers nos sœurs et nos filles ». Bien qu'il soit réformateur, il reste attaché aux principes fondateurs de la République islamique, affirmant qu'il faut persuader plutôt que réprimer. Cette approche plus « douce » vise à éviter de heurter les sensibilités des franges conservatrices.

Bien que Massoud Pezeshkian apporte une lueur d'espoir réformateur dans un régime profondément ultra-conservateur, ses marges de manœuvre politiques restent très limitées. En Iran, le véritable pouvoir demeure entre les mains du guide suprême et de son cercle restreint. Ainsi, on ne peut écarter l'idée que Pezeshkian soit simplement utilisé comme un instrument pour accorder un répit au régime. En interne, son rôle pourrait être de canaliser et d'alimenter l'espoir parmi les Iraniens opposés au régime, au moins temporairement, tout en maintenant l'illusion d'une alternance politique en Iran. Sur la scène internationale, sa présence viserait avant tout à « rassurer » l'Occident... qui, cependant, semble bien conscient de cette stratégie. ◆

VENEZUELA, CHAOS POST-ÉLECTORAL

Le 28 juillet dernier, les électeurs vénézuéliens se sont rendus aux urnes pour élire leur président. Quatre semaines après, les résultats de ce scrutin continuent de susciter des tensions entre les candidats. Le président sortant, Nicolás Maduro, soutenu par les institutions du pays dirigées par ses proches, revendique la victoire. Toutefois, Edmundo Gonzalez, le chef de l'opposition, conteste cette déclaration, affirmant sur la base des procès-verbaux des bureaux de vote qu'il a remporté l'élection avec près de 70 % des voix.

L'élection présidentielle du Venezuela a plongé le pays dans une crise politique profonde. Les résultats, annonçant la réélection de Nicolás Maduro pour un nouveau mandat de six ans, ont été immédiatement contestés, tant à l'intérieur du pays qu'à l'échelle internationale.

Depuis plusieurs années, le pays est plongé dans une crise économique sévère, marquée par une hyperinflation, une pénurie de produits de première nécessité, et une migration

massive de citoyens vénézuéliens vers les pays voisins. Dans ce contexte, l'opposition, fragmentée et affaiblie, a tenté de s'unir contre Nicolás Maduro, qui était déjà au pouvoir depuis 2013 après la mort d'Hugo Chávez.

Les élections ont été marquées par des accusations de fraude, d'intimidation des électeurs et de contrôle des médias par le gouvernement. Le Conseil National Électoral (CNE), accusé d'être inféodé au pouvoir, a annoncé la victoire de Maduro avec 67 % des voix, un résultat qui a été immédiatement rejeté par l'opposition.

Les accusations de fraude électorale sont au cœur de la contestation des résultats. De nombreux observateurs indépendants et organisations non-gouvernementales ont rapporté des irrégularités flagrantes dans le processus électoral. Des cas de bourrage d'urnes, d'intimidation des électeurs, et d'utilisation abusive des ressources de l'État pour favoriser la campagne de Maduro ont été documentés. Ces pratiques, dénoncées par l'opposition, ont grandement terni la légitimité des résultats.

L'opposition a déclaré que les élections étaient une "farce orchestrée par un régime dictatorial" et a appelé la communauté internationale à ne pas reconnaître les résultats.

Nicolas Maduro, une figure controversée

Nicolás Maduro, ancien chauffeur de bus devenu homme politique, est une figure centrale et controversée de la politique vénézuélienne. Successeur désigné d'Hugo Chávez, il a pris les rênes du pouvoir après la mort de ce dernier en 2013. Cependant, malgré ses promesses de poursuivre l'héritage du "chavisme", les mandats de Maduro ont été marqués par une détérioration économique sans précédent, une répression politique accrue, et une migration massive des citoyens vénézuéliens fuyant les conditions désastreuses du pays. Le leadership de Maduro a toujours été source de controverse. D'une part, il est perçu par ses partisans comme le protecteur de l'héritage révolutionnaire de Chávez, défendant les programmes sociaux et la souveraineté nationale contre les ingérences étrangères. D'autre part, ses détracteurs le considèrent comme un dictateur, responsable de la ruine économique du pays et des violations systématiques des droits de l'homme.

Maduro a survécu à plusieurs tentatives de coup d'État, des sanctions internationales, et des manifestations de grande envergure. Son régime a été accusé de répression brutale contre les opposants politiques, de contrôle strict des médias, et d'emprisonnement des dissidents. En dépit de cela, il a réussi à maintenir une base de soutien fidèle, notamment au sein de l'armée, ce qui lui a permis de rester au pouvoir malgré la pression croissante.

L'un des aspects les plus controversés de la présidence de Maduro est son recours à la force pour maintenir son pouvoir. Depuis 2017, des dizaines de milliers de personnes ont été arrêtées lors de manifestations, et des centaines d'opposants ont été emprisonnés. Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme a documenté de nombreuses violations des droits de l'homme, y compris des exécutions extrajudiciaires, des disparitions forcées, et des tortures. L'usage de la répression pour étouffer les voix dissidentes a provoqué une condamnation internationale. Cependant, malgré ces pressions, Maduro continue de bénéficier du soutien crucial des forces armées vénézuéliennes, un pilier central de son régime.

L'annonce des résultats de l'élection a provoqué une vague de réactions internationales. La plupart des gouvernements occidentaux, dont ceux des États-Unis, du Canada, de l'Union européenne et de plusieurs pays d'Amérique latine, ont rejeté les résultats, les qualifiant d'illégitimes. Ces pays ont exprimé leur soutien à l'opposition vénézuélienne et ont appelé à la tenue de nouvelles élections libres et transparentes.

En réponse à la réélection contestée de Maduro, plusieurs pays ont imposé des sanctions économiques et diplomatiques supplémentaires contre le gouvernement vénézuélien. Les États-Unis, en particulier, ont renforcé leurs sanctions, ciblant les secteurs-clés de l'économie vénézuélienne, y compris le pétrole, une source vitale de revenus pour le pays. Ces sanctions visent à isoler davantage Maduro et à exercer une pression pour qu'il accepte une transition démocratique. Cependant, ces mesures ont aussi eu des effets dévastateurs sur la population vénézuélienne, exacerbant la crise humanitaire. Le gouvernement de Maduro a dénoncé ces sanctions comme une forme de guerre économique menée par l'impérialisme américain, un argument qu'il utilise pour galvaniser ses partisans et justifier la situation économique désastreuse du pays.

Malgré la condamnation généralisée, Maduro conserve des alliés puissants sur la scène internationale. Des pays comme la Russie, la Chine, et l'Iran ont exprimé leur soutien à Maduro, dénonçant ce qu'ils considèrent comme une ingérence occidentale dans les affaires intérieures du Venezuela. La Russie, en particulier, a fourni un soutien militaire et économique crucial à Maduro, aidant son régime à survivre malgré les sanctions internationales. Ces alliances ont renforcé la position de Maduro sur la scène internationale, lui permettant de résister à l'isolement diplomatique imposé par les pays occidentaux. Elles ont également contribué à la complexité géopolitique de la crise vénézuélienne, où les intérêts des grandes puissances mondiales se heurtent aux aspirations démocratiques de l'opposition vénézuélienne.

La réélection contestée de Nicolás Maduro place le Venezuela à un tournant critique de son histoire. Le pays est confronté à une crise politique, économique et humanitaire sans précédent. L'avenir de la nation dépendra en grande partie de la capacité de l'opposition à s'unir, de la pression internationale pour une transition démocratique, et de la volonté de Maduro de trouver

une issue à la crise qui ne plonge pas davantage le pays dans le chaos.

Alors que les manifestations continuent de secouer le pays et que la communauté internationale reste divisée sur la manière de résoudre la crise, le peuple vénézuélien demeure pris au piège d'un conflit politique dont l'issue reste incertaine. Le Venezuela, autrefois l'une des nations les plus prospères d'Amérique latine, est aujourd'hui un symbole de la lutte pour la démocratie dans un monde de plus en plus polarisé. ◆

ALLER PLUS LOIN...

RFI (podcast): Venezuela, Maduro jusqu'où ?

FRANCE 24: Venezuela, dans la rue, l'opposition promet d'aller « jusqu'au bout » face à Nicolas Maduro



Les partisans de l'opposition vénézuélienne protestent contre les résultats des élections annoncés par le gouvernement du président Nicolas Maduro après qu'il a été déclaré vainqueur de l'élection par le Conseil national électoral, le 28 août 2024.





ALLER PLUS LOIN...

FRANCE 24: Harris / Trump, dernière ligne droite

FRANCE 24: Kamala Harris promet « d'être la candidate de tous les Américains »

La candidate démocrate à l'élection présidentielle américaine, Kamala Harris, avec son colistier, le gouverneur du Minnesota, Tim Walz, à la convention nationale démocrate, à Chicago (Illinois), le 20 août 2024

ÉTATS-UNIS : TENTATIVE D'ASSASSINAT CONTRE TRUMP, BIDEN JETTE L'ÉPONGE, HARRIS CANDIDATE INVESTIE

Le 13 juillet 2024, Donald Trump, ancien président des États-Unis et candidat républicain à l'élection présidentielle de novembre 2024, a été la cible d'une tentative d'assassinat lors d'un meeting politique. Ce type d'incident n'est pas inédit dans l'histoire américaine. Le président Abraham Lincoln a été assassiné en 1865, tandis que le président John F. Kennedy a subi le même sort à Dallas en 1963. Son frère Robert Kennedy, candidat à l'investiture démocrate en 1968, a également été assassiné. Cet attentat contre Trump souligne la profonde polarisation qui divise les États-Unis, où les points de convergence deviennent de plus en plus rares. Malgré tout, la convention républicaine de Milwaukee a confirmé Trump comme candidat, exprimant un soutien massif en sa faveur.

Le 21 juillet 2024, Joe Biden a officiellement annoncé qu'il ne briguerait pas un second mandat en tant que président des États-Unis. Cette décision marque un tournant majeur dans la course à la maison blanche et ouvre une nouvelle ère pour le Parti démocrate. Le retrait de Biden, poussé par un débat télévisé désastreux avec Donald Trump et une série d'autres facteurs, souligne les défis auxquels les Démocrates sont confrontés pour l'élection présidentielle américaine qui aura lieu le 5 novembre prochain.

Le débat télévisé, un point de bascule

Le débat télévisé du 15 juillet 2024 entre Joe Biden et Donald Trump a été un moment déterminant dans la campagne présidentielle. Ce qui devait être une confrontation d'idées s'est transformé en un spectacle inquiétant pour de nombreux électeurs et soutiens démocrates. Biden, visiblement affaibli et montrant des signes de fatigue, n'a pas réussi à convaincre qu'il était encore capable de diriger la première puissance mondiale. Ses hésitations et son apparente confusion ont suscité des doutes sur sa capacité à affronter les défis complexes de la présidence. Ce débat a été largement perçu comme une défaite pour Biden, et il a rapidement été suivi par une série de commentaires négatifs dans les médias et parmi les experts politiques. Les Républicains, de leur côté, ont profité de cette faiblesse apparente pour renforcer l'idée que Biden était "trop vieux" pour le poste. Ce sentiment s'est également propagé au sein du Parti démocrate, où de nombreuses voix ont commencé à s'élever pour suggérer qu'un autre candidat serait mieux placé pour représenter le parti en 2024. L'un des facteurs déterminants qui ont conduit à la renonciation de Joe Biden a été le retrait du soutien financier de plusieurs grands donateurs démocrates. Après le débat télévisé, de nombreux donateurs influents ont exprimé leur inquiétude quant aux chances de succès de Biden face à un adversaire aussi combatif que Trump. Craignant une défaite électorale inévitable, ces donateurs ont choisi de retirer leur soutien financier, un geste qui a considérablement affaibli la campagne de Biden.

Le financement des campagnes électorales aux États-Unis est crucial, et sans l'appui de ces puissants donateurs, la campagne de Biden aurait eu du mal à rivaliser avec celle de Trump, qui bénéficie d'un soutien financier considérable. Ce retrait financier

a été perçu comme un signe clair que les principaux acteurs du parti cherchaient à tourner la page sur l'ère Biden et à se concentrer sur une nouvelle direction pour le Parti démocrate.

Outre la perte de soutien financier, Biden a également dû faire face à une pression croissante de la part des caciques du Parti démocrate. Ces leaders influents, conscients des dangers que représenterait une réélection de Trump, ont exercé une pression considérable sur Biden pour qu'il se retire de la course. Ils estimaient qu'un autre candidat, plus jeune et plus dynamique, aurait de meilleures chances de rassembler la base démocrate et d'attirer les électeurs indépendants.

Kamala Harris a officiellement accepté l'investiture du Parti démocrate pour l'élection présidentielle américaine prévue en novembre 2024. Cet événement marquant s'est déroulé lors de la convention démocrate à Chicago, un moment crucial qui a attiré l'attention de millions d'Américains. Son discours d'investiture, prononcé le 22 août 2024, a été un appel à l'unité nationale, visant à transcender les divisions politiques et sociales du pays. En tant que première femme noire et d'origine sud-asiatique investie par un grand parti pour la présidence, Kamala Harris a réaffirmé son engagement à représenter tous les Américains, quelle que soit leur appartenance politique, leur race ou leur genre.

Dans son discours de 45 minutes, Kamala Harris a mis en avant sa vision pour un avenir meilleur, en se présentant comme "la présidente de tous les Américains". Elle a insisté sur la nécessité de tracer "un nouveau chemin" pour le pays, un chemin qui serait fondé sur l'unité et la compréhension mutuelle. Elle a partagé des anecdotes personnelles sur son enfance dans une famille de classe moyenne, évoquant les valeurs de travail et de justice sociale qui ont guidé sa carrière, notamment son expérience en tant que procureure en Californie.

Harris a souligné que sa candidature n'était pas seulement une question de représenter les valeurs démocrates, mais de répondre aux préoccupations de tous les citoyens américains. Elle a insisté sur le fait que le pays avait besoin d'un leader capable de rassembler, surtout dans un contexte où les divisions semblent de plus en plus profondes. La convention démocrate elle-même a été un événement marquant, attirant chaque soir plus de 20 millions de téléspectateurs. Cet intérêt témoigne de l'importance de l'élection à venir, ainsi que de la curiosité et des attentes placées en Kamala Harris en tant que candidate. Les sondages nationaux la placent actuellement légèrement en avance sur Donald Trump, son principal rival républicain. Cependant, malgré cette avance, l'issue du scrutin reste incertaine, en raison de la nature polarisée du paysage politique américain.

À 59 ans, Kamala Harris est consciente des défis qui l'attendent. Elle devra convaincre non seulement les électeurs démocrates, mais aussi ceux qui se trouvent au-delà de sa base traditionnelle. Pour cela, elle devra présenter un programme clair et détaillé qui répond aux besoins et aux préoccupations des citoyens américains. Dans son discours, elle a évoqué plusieurs thèmes clés qui seront sans doute au cœur de sa campagne, notamment l'amélioration de l'accès aux soins de santé, la justice sociale, et la nécessité de renforcer l'économie américaine.

L'élection présidentielle de 2024 s'annonce comme l'une des plus serrées de l'histoire récente des États-Unis. Le pays est profondément divisé sur de nombreuses questions, allant de l'économie à l'immigration, en passant par les droits civiques et les questions environnementales. Kamala Harris devra donc naviguer dans un environnement politique particulièrement hostile, où chaque erreur pourrait être exploitée par ses adversaires pour affaiblir sa campagne. Dans les mois qui précèdent l'élection, Kamala Harris a appelé ses partisans à se mobiliser et à travailler ensemble pour garantir la victoire en novembre. Elle a souligné que cette élection n'était pas seulement une compétition politique, mais une opportunité de façonner l'avenir du pays pour les générations à venir. "Nous devons être unis", a-t-elle déclaré, "non pas parce que c'est facile, mais parce que c'est nécessaire pour l'avenir de notre nation."

Son message d'espoir et d'unité a été bien reçu par les délégués présents à la convention, ainsi que par de nombreux Américains qui ont suivi l'événement à la télévision ou en ligne. Cependant, Harris sait que les mois à venir seront déterminants pour sa campagne. Elle devra non seulement continuer à inspirer ses partisans, mais aussi convaincre les indécis et les sceptiques que sa vision pour l'Amérique est celle qui peut mener le pays vers un avenir meilleur.

Pour tenter de renforcer sa candidature et de rassembler les différentes factions du Parti démocrate, Kamala Harris a choisi Tim Walz, gouverneur du Minnesota, comme colistier. Ce choix est stratégique à plusieurs égards. Walz, qui appartient à l'aile gauche du parti, est également un gouverneur populaire dans une région du Midwest qui est traditionnellement un bastion républicain. En choisissant Walz, Harris fait un geste important vers la gauche du parti, tout en tentant de conquérir les électeurs du Midwest, une région clé pour remporter l'élection présidentielle. Ce partenariat avec Walz est conçu pour apaiser les inquiétudes des progressistes tout en renforçant la crédibilité de Harris auprès des électeurs des régions rurales et industrielles, qui ont été fortement touchées par les changements économiques des dernières décennies. Toutefois, ce choix comporte aussi des risques, car il pourrait aliéner certains électeurs plus centristes ou conservateurs qui sont essentiels pour gagner l'élection.

Alors que Kamala Harris prend la relève, le parti devra faire preuve d'unité et de stratégie pour espérer remporter l'élection présidentielle face à un Donald Trump revigoré. Ainsi, Kamala Harris entre dans la course présidentielle de 2024 avec un message clair : celui d'une Amérique unie, forte et résiliente. Son parcours personnel, son expérience politique, et son engagement pour la justice sociale font d'elle une candidate redoutable. Mais elle devra relever de nombreux défis pour s'assurer la victoire en novembre. Dans un pays aussi divisé que les États-Unis aujourd'hui, son appel à l'unité sera-t-il suffisant pour rassembler les Américains derrière sa candidature ? ◆



Le Sud-Coréen Lim Jonghoon prend un selfie avec ses collègues nord-coréens et chinois en tennis de table

JEUX OLYMPIQUES 2024, ARÈNE DE LA GÉOPOLITIQUE MONDIALE

Les JO sont toujours l'occasion pour les différents États d'afficher leurs valeurs, leur puissance, leur soft power. Après ces deux semaines de Jeux Olympiques à Paris, il est temps de tirer le bilan géopolitique de cette édition 2024 qui se sont déroulées dans un contexte de tensions internationales accrues, marqué par les rivalités économiques, militaires et diplomatiques entre plusieurs grandes puissances mondiales. Les relations entre les États-Unis et la Chine demeurent particulièrement tendues, exacerbées par des conflits commerciaux et des différends sur la scène internationale, mais sur le plan sportif, les États-Unis repartent avec 125 médailles contre 91 pour la Chine.

Ces Jeux ont également été un théâtre d'affirmation pour les puissances émergentes, telles que l'Inde et le Brésil, qui cherchaient à renforcer leur statut sur la scène internationale mais leur résultat respectif au tableau des médailles reste loin d'être le reflet de leurs ambitions, le Brésil se positionnant 20ème et l'Inde 77ème.

Parmi les moments marquants de cette édition olympique, la prise d'un selfie entre des athlètes de Corée du Sud et de Corée du Nord n'est pas passée inaperçue. Ce geste a suscité une grande émotion et a été largement relayé dans les médias du monde entier.

Ce selfie a été un symbole fort dans un contexte de relations extrêmement tendues entre les deux Corées. Bien que techniquement toujours en guerre, les deux nations ont traversé des périodes d'escalade et de détente au fil des décennies, avec les Jeux Olympiques souvent utilisés comme une plateforme pour des gestes de rapprochement. Ce selfie à Paris a rappelé celui des Jeux de Rio en 2016, mais dans un contexte où les relations entre les deux pays étaient encore plus délicates, notamment en raison des essais nucléaires nord-coréens et des sanctions internationales. Ce geste a été perçu comme un symbole d'espoir pour une possible « réconciliation future », bien que les observateurs aient noté qu'il ne suffira pas à atténuer les profondes divisions politiques entre les deux nations.

Autre fait, le refus de combattre du judoka algérien Messaoud Redouane Dris qui a été éliminé de son premier combat contre l'Israélien Tohar Bulbut en raison d'un surpoids de 400 grammes lors de la pesée. Ce surpoids a été interprété par certains comme un acte délibéré pour éviter de combattre contre un adversaire Israélien. Ce refus déguisé de combattre s'inscrit dans un contexte de relations tendues entre les pays arabes et Israël, notamment en raison du conflit israélo-palestinien. L'Algérie, qui ne reconnaît pas l'État d'Israël, a souvent été au centre de ces tensions, et de nombreux athlètes algériens ont, par le passé, refusé d'affronter des Israéliens en compétition internationale. Ce geste a été perçu comme une continuation de cette politique non officielle, soulignant la manière dont les tensions géopolitiques peuvent se manifester même dans le domaine sportif. Le geste de Dris a relancé le débat sur la politisation du sport et la place des conflits internationaux dans un événement dont l'objectif premier est de promouvoir la paix

et l'unité.

Lors des épreuves de breakdance, discipline nouvellement introduite aux JO, Manizha Talash a profité de sa prestation pour revendiquer plus de droits pour les femmes, en particulier dans son pays d'origine. Cette prise de position s'inscrit dans un contexte où les droits des femmes en Afghanistan ont été gravement restreints depuis le retour au pouvoir des talibans en 2021. Les femmes afghanes sont confrontées à de sévères restrictions sur leur liberté, leur éducation et leur participation à la vie publique. Le geste de cette athlète a été vu comme un acte de courage, utilisant la plateforme mondiale des Jeux Olympiques pour attirer l'attention sur la situation critique des femmes dans son pays. Ce geste a certes été largement salué par la communauté internationale, mais l'athlète afghane a été disqualifiée pour avoir affiché un message politique sur sa tenue vestimentaire en violation de la règle 50 de la Charte olympique. Cette règle interdit aux athlètes d'exprimer leurs opinions politiques lors des JO. Ces événements laissent à penser que le sport ne peut être considéré comme apolitique. Ces Jeux olympiques ont été marqués par des enjeux politiques, lorsqu'on réunit toutes les nations du monde, les réalités politiques ne disparaissent pas instantanément et s'invitent inévitablement dans les stades et les salles de sport. Cependant, l'importance de ces gestes qualifiés d'historiques, et malgré leur forte charge émotionnelle, n'a qu'un impact limité sur l'ordre mondial. Le bilan géopolitique de ces Jeux se concentre principalement en France. Malgré les nombreuses critiques, la crise politique en cours et les craintes de grèves, l'Hexagone a réussi à mener à bien l'organisation de cet événement. L'image de la France à l'international s'en trouve ainsi renforcée, ce qui pourrait lui offrir des avantages lors de futures négociations sur la scène mondiale. Paris a donc relevé le défi avec succès.

Enfin, en observant le tableau des médailles au fil des jours, chaque nation se concentre sur les performances de ses athlètes et met en avant ses réussites nationales. Ce constat est particulièrement visible chez les deux grands gagnants de ce tableau : les États-Unis et la Chine, symbolisant la réalité économique et militaire actuelle. Ces deux puissances, en rivalité dans tous les domaines, y compris le sport, dominent ce classement. Cependant, dans cet engouement populaire des médias et du public pour les athlètes nationaux, certains craignent que l'esprit olympique ne soit mis en péril. Les Jeux Olympiques, autrefois perçus comme un rassemblement de tous les athlètes de la planète, sont désormais présentés, à travers les médias, comme des compétitions entre équipes nationales, où l'on est pour les uns et contre les autres. Cette focalisation sur les performances nationales pourrait nous faire manquer des exploits extraordinaires réalisés par des athlètes d'autres pays. Le rôle des nations semble ainsi prendre une place prépondérante dans ces Jeux.

Ce comportement est lié plus largement à la période actuelle et à une tendance vers un nationalisme accru cultivé par certains États. Dans un monde globalisé, les citoyens ressentent le besoin de se rattacher à une identité collective, se focalisant davantage sur les athlètes de leur propre pays plutôt que sur ceux, parfois meilleurs, d'autres nations. ◆



ALLER PLUS LOIN...

- Paris 2024, les Jeux les plus géopolitiques de l'histoire ? Entretien avec Jean-Baptiste Guégan.
- RFI (podcast): Les JO entre guerre et paix



ALLER PLUS LOIN...

COURRIER INTERNATIONAL: Vu du Liban. Risque d'embrasement au M.O : cette fois, c'est différent.

À la frontière entre Israël et le Liban, après un bombardement israélien le 16 août 2024

MOYEN-ORIENT : LA PAIX INSAISISSABLE FACE À UNE MENACE D'EMBRASEMENT

Le Proche-Orient, une région marquée par des décennies de conflits, connaît durant l'été 2024 une intensification des hostilités qui menace d'embraser à nouveau une région déjà sous haute tension. L'enchaînement des événements récents dessine un tableau sombre où les dynamiques géopolitiques, les rivalités religieuses et les enjeux de pouvoir s'entremêlent, complexifiant davantage toute perspective de paix durable.

L'un des développements les plus marquants de l'été 2024 est l'implication des Houthis yéménites dans le conflit israélo-arabe. Cette milice chiite, soutenue par l'Iran, a élargi son champ d'opérations en lançant des attaques par drones sur Israël. Cet acte marque un tournant significatif, non seulement parce qu'il élargit le front de guerre, mais aussi parce qu'il illustre l'influence croissante de l'Iran dans la région, utilisant des groupes alliés pour mener des actions militaires par procuration. Israël, fidèle à sa doctrine de riposte, a rapidement réagi en ciblant des positions stratégiques houthies, démontrant ainsi sa capacité à frapper loin de ses frontières traditionnelles. Cette escalade témoigne de l'interconnexion des conflits au Moyen-Orient, où les enjeux locaux se transforment rapidement en crises régionales.

Un autre événement de grande portée géopolitique est l'élimination ciblée de deux figures majeures du Hezbollah et du Hamas. L'assassinat de Fouad Chokr, chef d'état-major du Hezbollah, à Beyrouth, ainsi que celui d'Ismail Hayiyeh, chef politique du Hamas, à Téhéran, s'inscrivent dans une stratégie israélienne de « décapitation » des organisations terroristes hostiles. Ces actions, bien que non revendiquées officiellement, portent la signature du Mossad, le service de renseignement israélien. L'élimination de ces leaders à des moments symboliques – Chokr après le meurtre d'enfants druzes sur le plateau du Golan, et Hayiyeh lors de l'investiture du nouveau président iranien – n'est pas sans conséquences. Elle envoie un message clair à l'axe Téhéran-Beyrouth-Gaza : Israël ne reculera devant rien pour assurer sa sécurité, même au prix de la déstabilisation régionale.

Les réactions internationales à ces événements ne se sont pas fait attendre, révélant les fractures profondes entre les différents acteurs mondiaux. Washington, tout en soutenant le droit d'Israël à se défendre, a appelé à une désescalade des tensions, une position partagée par les principales capitales européennes. Cependant, ce soutien s'accompagne d'une inquiétude croissante quant à la possibilité d'une guerre régionale à grande échelle.

À l'inverse, l'Iran, la Turquie et la Russie ont vivement condamné ces assassinats, les qualifiant de provocations dangereuses.

Pour ces nations, ces événements ne font qu'éloigner toute perspective de négociation et renforcent leur soutien aux groupes armés qui s'opposent à Israël. Cette polarisation des positions internationales contribue à un climat où les discussions diplomatiques deviennent presque impossibles, exacerbant ainsi les tensions.

L'élimination de Fouad Chokr a poussé le Hezbollah à annoncer sa volonté de représailles, une menace prise au sérieux par Israël qui a immédiatement lancé une vaste offensive aérienne ciblant 6 000 sites de l'organisation chiite au Liban. Cette offensive marque le début d'une nouvelle phase de la guerre, où le Liban risque de redevenir un champ de bataille majeur entre Israël et ses ennemis. Avec l'élimination d'Ismail Hayiyeh, le Hamas se trouve désormais sous la direction de Yayha Sinouar, un leader réputé pour son intransigeance et son expérience militaire. Sinouar, figure emblématique de l'aile militaire du Hamas, est considéré comme un stratège redoutable, déterminé à poursuivre la lutte contre Israël avec une intensité renouvelée. Son ascension à la tête du Hamas annonce une période de confrontations encore plus violentes, alors que l'organisation pourrait chercher à renforcer ses alliances avec d'autres groupes terroristes dans la région, tout en poursuivant ses opérations depuis Gaza. Pour Israël, la gestion de ce nouveau leadership sera cruciale, car elle pourrait déterminer le cours du conflit dans les mois à venir. Le Hezbollah, fort de son ancrage dans la population chiite libanaise et de son arsenal considérable, pourrait entraîner une réponse régionale de grande envergure, impliquant potentiellement d'autres acteurs comme la Syrie ou l'Iran. Cette situation rappelle les guerres passées, notamment le conflit de 2006, mais avec des conséquences potentiellement plus dévastatrices compte tenu des alliances renforcées et de la militarisation accrue des groupes armés dans la région.

Dans ce contexte de guerre intense, les civils demeurent les principales victimes. La bande de Gaza, déjà dévastée par des années de blocus et de conflits, subit des bombardements incessants qui aggravent une situation humanitaire déjà catastrophique. Les infrastructures de base sont en ruines, les hôpitaux sont submergés, et la population civile vit dans une terreur constante.

En Cisjordanie, les violences augmentent également, les affrontements entre colons israéliens et Palestiniens se multipliant, alimentés par une rhétorique de plus en plus radicale des deux côtés. Les espoirs de paix, déjà minces, s'évanouissent encore davantage, laissant place à un cycle de violence qui semble inéluctable.

L'été 2024 marque un tournant dans le conflit au Proche-Orient. Les événements récents – l'implication des Houthis, l'assassinat de leaders terroristes, l'escalade militaire entre Israël et le Hezbollah, et la prise de pouvoir de Yayha Sinouar au Hamas – témoignent d'une situation où les perspectives de paix s'éloignent chaque jour un peu plus.

La communauté internationale, bien qu'appuyant des initiatives de désescalade, semble impuissante face à l'enchevêtrement des intérêts contradictoires des puissances régionales. Tant que ces rivalités persisteront, le spectre d'une guerre généralisée continuera de planer sur le Proche-Orient, rendant tout espoir de stabilité et de paix durable difficilement envisageable. Le défi pour la région sera non seulement de trouver une solution politique, mais aussi de répondre à une crise humanitaire de plus en plus pressante, tout en évitant l'embrasement total qui semble se profiler à l'horizon. ◆

ASIE : DES TENSIONS CROISSANTES EN MER DE CHINE MÉRIDIONALE

La mer de Chine méridionale est devenue un théâtre majeur de tensions géopolitiques, où s'affrontent des intérêts nationaux divergents et des ambitions stratégiques complexes. Durant l'été 2024, les relations déjà tendues entre la Chine et ses voisins se sont encore détériorées, notamment après un incident impliquant un bateau de pêche philippin et des navires chinois. Cet événement n'est que la dernière manifestation d'un conflit plus large qui trouve ses racines dans des revendications territoriales controversées.

La mer de Chine méridionale est un espace maritime d'une importance cruciale pour le commerce mondial et les ressources naturelles. Environ un tiers du commerce maritime mondial transite par cette région, faisant d'elle une voie stratégique

Capture d'écran d'une vidéo fournie par les gardes côtes chinois montrant l'une des deux collisions qui ont eu lieu le 19 août 2024 à proximité du banc de sable Sabina



pour les échanges internationaux. De plus, la mer de Chine méridionale est supposée contenir d'importantes réserves de pétrole et de gaz naturel, ainsi que des ressources halieutiques vitales pour les économies locales.

Au cœur des tensions se trouve la « ligne en neuf traits » revendiquée par la Chine, qui englobe près de 90 % de la mer de Chine méridionale. Cette ligne, basée sur des cartes datant des années 1940, est utilisée par Pékin pour justifier ses revendications territoriales sur la quasi-totalité de cette vaste zone maritime. Les autres pays riverains contestent cette délimitation, affirmant qu'elle n'a aucun fondement en droit international. En 2016, la Cour permanente d'arbitrage de La Haye a statué en faveur des Philippines, déclarant illégales et sans fondement les revendications chinoises basées sur la « ligne en neuf traits ». Malgré cette décision, la Chine a rejeté le jugement, affirmant que la Cour n'avait pas la compétence pour statuer sur cette question, et a continué à renforcer sa présence militaire dans la région.

Cette région est revendiquée par plusieurs pays, dont la Chine, le Vietnam, les Philippines, la Malaisie, Brunei, et Taïwan. Ces revendications, souvent basées sur des interprétations divergentes de l'histoire et du droit international, se chevauchent et engendrent des tensions qui n'ont cessé de s'accroître depuis les années 1970.

L'été 2024 a été marqué par un nouvel incident en mer de Chine méridionale, qui a exacerbé les tensions existantes. Les Philippines ont accusé des navires chinois de s'en être pris à l'un de leurs bateaux de pêche. Selon Manille, l'incident s'est produit dans une zone qu'elle considère comme relevant de sa juridiction maritime, conformément au droit international. De leur côté, les autorités chinoises ont démenti ces accusations, affirmant que les navires philippins avaient pénétré illégalement dans une zone sous contrôle chinois et que leurs actions étaient légitimes.

Ce type d'incidents n'est pas isolé. Au cours des derniers mois, plusieurs autres accrochages ont eu lieu, accentuant le climat de tension dans la région. La militarisation croissante des îles contestées par la Chine et la réponse défensive de ses voisins ne font qu'aggraver la situation.

Face à l'escalade des tensions, les États-Unis, sous la direction du secrétaire d'État Anthony Blinken, ont réaffirmé leur soutien à leurs alliés dans la région Indo-Pacifique, en particulier les Philippines. Blinken a rappelé l'engagement des États-Unis à défendre la liberté de navigation et à soutenir les pays de la région face à toute tentative d'intimidation. Cette prise de position intervient dans un contexte politique interne complexe, alors que les États-Unis sont en pleine campagne présidentielle, rendant la situation en Mer de Chine méridionale encore plus sensible. Dans le même temps, le Japon a également été confronté à une provocation chinoise. En juillet 2024, Tokyo a dénoncé une violation de son espace aérien par un avion chinois, considéré comme un avion espion, dans la région de Nagasaki. Cet incident a conduit le Japon à renforcer sa coopération militaire avec les Philippines, signant un partenariat inédit visant à contrer la politique expansionniste de Pékin.

L'influence croissante de la Chine dans le Pacifique a suscité de vives inquiétudes parmi les pays de la région. En réponse, les membres du Forum des Îles du Pacifique ont lancé, en 2024, une Initiative de police du Pacifique (PPI). Ce partenariat, mené par l'Australie, vise à renforcer la sécurité régionale face à l'expansion de la zone d'influence chinoise.

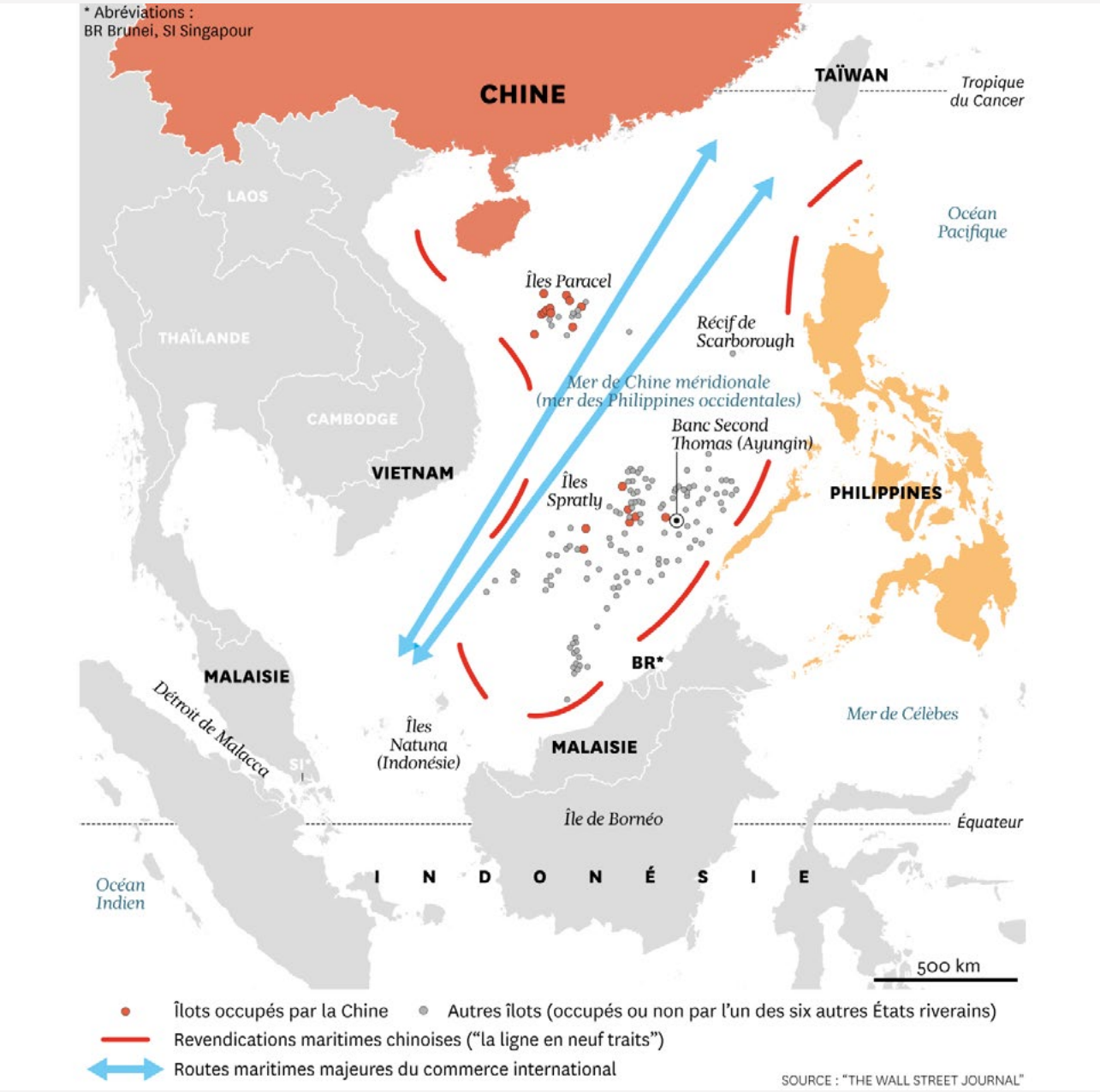
L'Australie, particulièrement préoccupée par la montée en puissance de la Chine, voit dans le PPI un moyen de contrecarrer l'influence chinoise en renforçant la coopération entre les nations insulaires du Pacifique. Cette initiative est également soutenue par les États-Unis, qui y voient un instrument supplémentaire pour contenir les ambitions de Pékin dans la région indo-pacifique.

Face à la militarisation croissante des îles contestées et aux provocations chinoises, les pays de la région cherchent à renforcer leurs alliances. Le partenariat militaire entre le Japon et les Philippines en est un exemple frappant. Ce rapprochement stratégique, inédit, vise à dissuader toute action agressive de la Chine en renforçant les capacités défensives de chaque pays. De plus, l'Australie, en tant que membre clé du PPI, cherche à étendre son influence en Asie-Pacifique, en fournissant une assistance technique et militaire aux pays insulaires pour protéger leurs intérêts et contrer l'expansion chinoise. La situation en mer de Chine méridionale reste volatile et complexe. Les

revendications territoriales de la Chine, basées sur la « ligne en neuf traits », continuent de susciter des tensions avec ses voisins et la communauté internationale. Malgré les décisions de la Cour internationale d'arbitrage, la Chine persiste dans sa politique d'expansion et de militarisation de la région.

Les récents incidents, comme celui impliquant un bateau de pêche philippin, ainsi que les violations de l'espace aérien japonais, illustrent la fragilité de la paix dans cette région stratégique. Les initiatives comme la PPI et les partenariats militaires régionaux montrent que les pays riverains et leurs alliés ne sont pas disposés à céder face aux ambitions de Pékin.

Dans ce contexte, l'avenir de la mer de Chine méridionale demeure incertain. Alors que les États-Unis et leurs alliés renforcent leur présence dans la région, le risque d'un conflit ouvert, bien que toujours improbable, ne peut être totalement écarté. Les efforts diplomatiques pour apaiser les tensions et trouver une solution pacifique à ce conflit sont plus que jamais nécessaires pour éviter une escalade incontrôlée. ◆





ALLER PLUS LOIN...

EURACTIV: vague de réactions en Europe après la victoire électorale de l'extrême droite en Allemagne.

Le leader de l'extrême droite Björn Höcke en Thuringe

ALLEMAGNE : VICTOIRE INÉDITE DE L'EXTRÊME DROITE EN SAXE ET THURINGE

Les résultats des élections régionales du 1er septembre en Saxe et en Thuringe, deux Länder d'Allemagne de l'Est, ont profondément modifié le paysage politique, révélant un mécontentement croissant dans la région face aux politiques fédérales sur la migration et la guerre en Ukraine.

L'Alternative für Deutschland (AfD, Alternative pour l'Allemagne) a émergé comme la principale force politique de la région, surpassant de manière significative la part des voix combinée des partis de la coalition au pouvoir – les sociaux-démocrates (SPD), les Verts et les démocrates libres (FDP). L'AfD st un parti politique allemand fondé en 2013. Initialement créé en réaction à la gestion de la crise de l'euro, l'AfD se positionnait comme un parti eurosceptique, critique vis-à-vis de l'Union européenne et de la monnaie unique. Au fil du temps, l'AfD a élargi son programme pour aborder d'autres sujets, en particulier ceux liés à l'immigration, la sécurité intérieure, et l'identité nationale. Le parti a adopté des positions de plus en plus populistes, nationalistes, et anti-immigration, attirant des électeurs préoccupés par l'afflux de réfugiés en Allemagne, notamment après la crise migratoire de 2015.

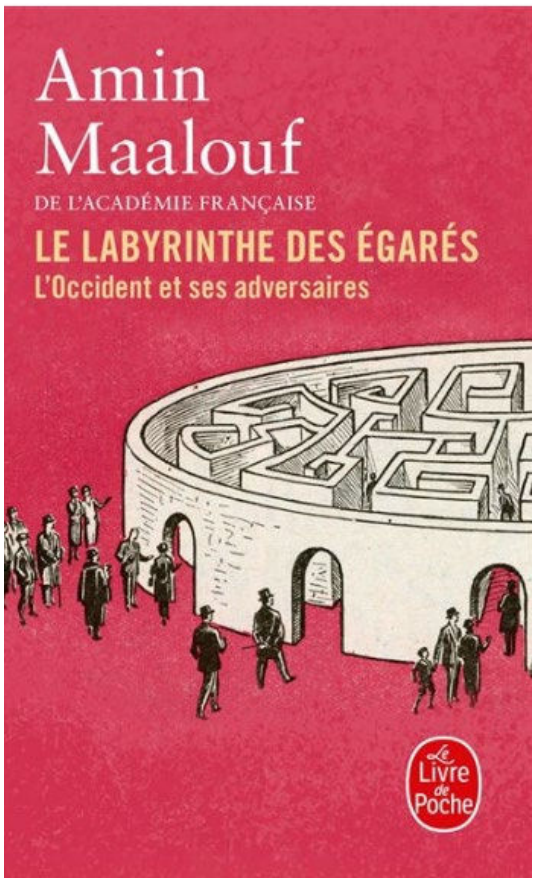
L'AfD est classée à l'extrême droite de l'échiquier politique allemand. Ses membres et dirigeants ont parfois été critiqués pour des déclarations controversées concernant l'immigration, l'islam, et la mémoire de l'Holocauste. Le parti a connu des tensions internes, notamment entre ses ailes plus modérées et plus radicales, mais il est resté une force significative dans le paysage politique allemand.

En Thuringe, L'AfD a remporté l'élection régionale avec 32,8 % des voix, marquant ainsi la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale qu'un parti d'extrême droite mène une élection régionale en Allemagne. Cette victoire est perçue comme un avertissement significatif pour le chancelier Olaf Scholz, car elle reflète un mécontentement croissant du public vis-à-vis de l'état actuel de la démocratie, malgré un soutien global élevé pour les principes démocratiques parmi les habitants de la Thuringe.

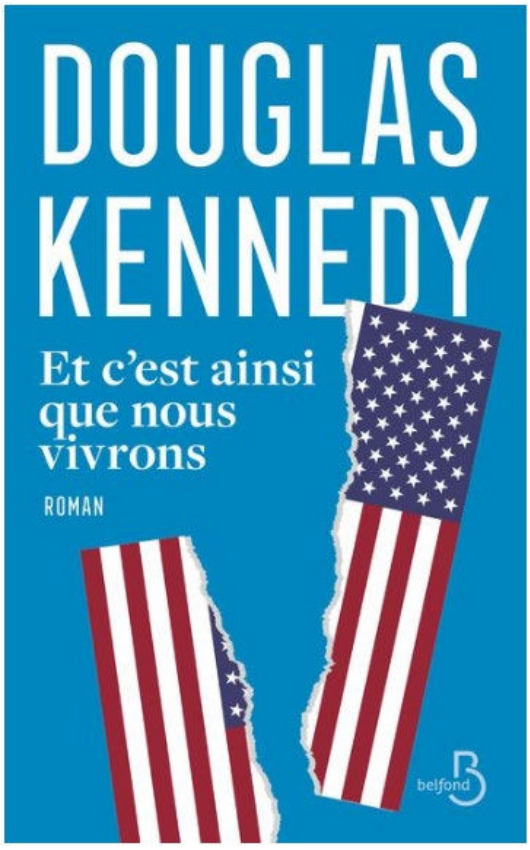
En Saxe, l'AfD a suivi de près l'Union chrétienne-démocrate (CDU), obtenant entre 29 % et 30 % des voix, tandis que la CDU a reçu entre 31 % et 32 %. La CDU, qui gouverne la Saxe depuis 30 ans, devrait continuer à exercer le pouvoir, mais elle devra former une coalition complexe, impliquant potentiellement les Sociaux-démocrates (SPD) et un nouveau parti fondé par un ancien membre de Die Linke. Le taux de participation en Saxe et en Thuringe a été nettement plus élevé que lors des élections de 2019, signalant une hausse de l'engagement politique qui reflète probablement la perception par l'électorat des enjeux accrus. Le taux de participation est passé de 66,6 % à 73,5 % en Saxe et de 64,9 % à 73,5 % en Thuringe. L'AfD aurait bénéficié d'un regain de soutien de la part des jeunes électeurs.

Les prochaines élections régionales dans l'est de l'Allemagne, dans le Brandebourg, sont prévues pour ce mois-ci et les analystes prédisent qu'elles pourraient donner des résultats similaires à l'AfD et à la coalition des feux tricolores.

La pression sur la coalition gouvernementale s'accroît. Avec des résultats médiocres pour les trois partis, la situation pourrait rapidement devenir politiquement explosive. Le FDP, en particulier, lutte pour sa survie. À moyen terme, les Verts seront affaiblis par le changement thématique des électeurs en faveur de l'immigration et par les récents mauvais résultats économiques du pays. Les électeurs d'Allemagne de l'Est exigent un changement de cap, que le gouvernement actuel de Berlin devra prendre en compte s'il espère regagner la confiance et le soutien de ces régions cruciales.



Une guerre dévastatrice vient d'éclater au cœur de l'Europe, un bras de fer opposant l'Occident à la Chine et à la Russie. Un bouleversement majeur est en train de se produire, qui remet en cause les fondements mêmes de notre civilisation. Chacun en a conscience, mais nul n'a encore donné à cette crise la profondeur de champ qu'elle mérite. Amin Maalouf retrace ici l'itinéraire de quatre grandes nations : le Japon de l'ère Meiji, premier pays d'Asie à défier la suprématie des nations « blanches », et dont la modernisation accélérée fascina l'humanité entière ; la Russie soviétique, formidable menace pour l'Occident pendant trois quarts de siècle, avant de s'effondrer ; la Chine, principal défi à l'hégémonie de l'Occident en ce vingt et unième siècle ; enfin les États-Unis, devenus, au fil des guerres, la première superpuissance planétaire. Une boussole indispensable à qui veut comprendre les grands enjeux du monde contemporain et les étranges paradoxes de notre temps. ◆



Après Les hommes ont peur de la lumière, Douglas Kennedy poursuit sa fresque d'une Amérique plus divisée que jamais. Un roman choc, glaçant de réalisme, le constat effrayant de ce que pourraient peut-être devenir les États-Unis...

2045. Les États-Unis n'existent plus, une nouvelle guerre de Sécession en a redessiné les frontières.

Sur les côtes Est et Ouest, une république où la liberté de mœurs est totale mais où la surveillance est constante. Dans les États du Centre, une confédération où divorce, avortement et changement de sexe sont interdits et où les valeurs chrétiennes font loi.

Les deux blocs se font face, chacun redoutant une infiltration de l'autre camp. Le plus européen des écrivains américains, préoccupé par les divisions de son pays, prophétise la dislocation des Etats-Unis dans une dystopie réussie et glaçante. ◆

CONFÉRENCES, LES GÉOPOLITIQUES DE NANTES

Les Géopolitiques de Nantes reviennent, pour la douzième année, au Lieu Unique à Nantes les **27 et 28 septembre** prochains pour deux journées de débats et de rencontres autour de sujets couvrant un large spectre des problématiques internationales. Organisé par l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS) et le Lieu Unique, avec le soutien de Nantes Métropole, ce rendez-vous propose au public de décrypter les défis stratégiques auxquels le monde est confronté. Vous pourrez suivre ces conférences en direct sur RFI ou en différé sur YouTube. ◆

Programme : Les géopolitiques de Nantes 2024





- Un bilan très positif pour les JO de Paris

- Un bilan économique contrasté

- L'avenir des infrastructures olympiques

- Les Jeux Paralympiques pour changer la vision de la société

- Un été sans gouvernement

Vincent BIENSTMAN



UN BILAN TRÈS POSITIF POUR LES JO DE PARIS

Quelques semaines avant le début des Jeux olympiques peu de personnes pensaient que ceux-ci se dérouleraient dans d'aussi bonnes conditions et dans une ambiance aussi festive. Plusieurs problèmes avaient été rencontrés sur les chantiers avec les accidents ou les retards, ainsi qu'un budget déjà dépassé et des risques sécuritaires. Pour arriver à cette réussite, de nombreux ingrédients ont été utilisés avec un investissement humain et matériel particulièrement important.

Une organisation efficace

Le premier jour a donné le ton dès la cérémonie d'ouverture qui a été singulièrement réussie et a permis de faire naître l'enthousiasme. En utilisant pour la première fois la ville entière et en faisant le lien avec le passé parisien, une véritable ferveur a vu le jour. Elle a permis de donner le ton et de lancer une quinzaine particulièrement aboutie pour les sportifs français en ayant battu le record avec 64 médailles dont 16 en or et en se classant 5ème au niveau mondial et première nation européenne, derrière les États-Unis (126, dont 40 en or), la Chine (91, 40 en or), le Japon (45, 20 en or) et l'Australie (53, 18 en or).

Les spectateurs français sont venus nombreux encourager les sportifs dans les différentes enceintes et découvrir des sports habituellement peu médiatisés mais spectaculaires comme le basket 3x3 ou le kayak cross. Il y a également eu de nombreux visiteurs étrangers qui ont apprécié les conditions offertes, ce qui a pu en étonner certains au regard d'une réputation française constituée de problèmes d'organisation et de grèves.

D'après l'Office du tourisme, les visiteurs ont été plus de 11 millions aux JO et 4 millions doivent participer aux Jeux Paralympiques. Parmi les 11,2 millions de visiteurs, 3,1 millions sont restés au moins une nuit sur place et 8,1 millions sont des locaux où ils ont fait le déplacement dans la journée. L'Office de tourisme (« Paris je t'aime ») a recensé 1,7 million

d'internationaux. Le contingent le plus important a été constitué par les Américains qui ont été 230 000 à se rendre en France, devant les Allemands (130 000), les Britanniques (115 000) et les Brésiliens (103 000).

De nombreux journaux du monde entier ont été très positifs sur l'organisation, comme aux États-Unis : le *Los Angeles Times* qui a mis en avant l'enthousiasme incomparable et la joie des spectateurs ; ou le *New York Times* qui a pointé la fusion des Grandes écoles françaises avec la beauté artistique qui a permis un spectacle incomparable ; ou encore le *Washington Post* qui souligne le caractère unique de ces jeux comparés aux précédents. Le journal allemand *Süddeutsche Zeitung* a souligné que ces JO de Paris furent fantastiques et celui espagnol *El Pais* a applaudi l'image d'une France profondément universelle et humaniste.

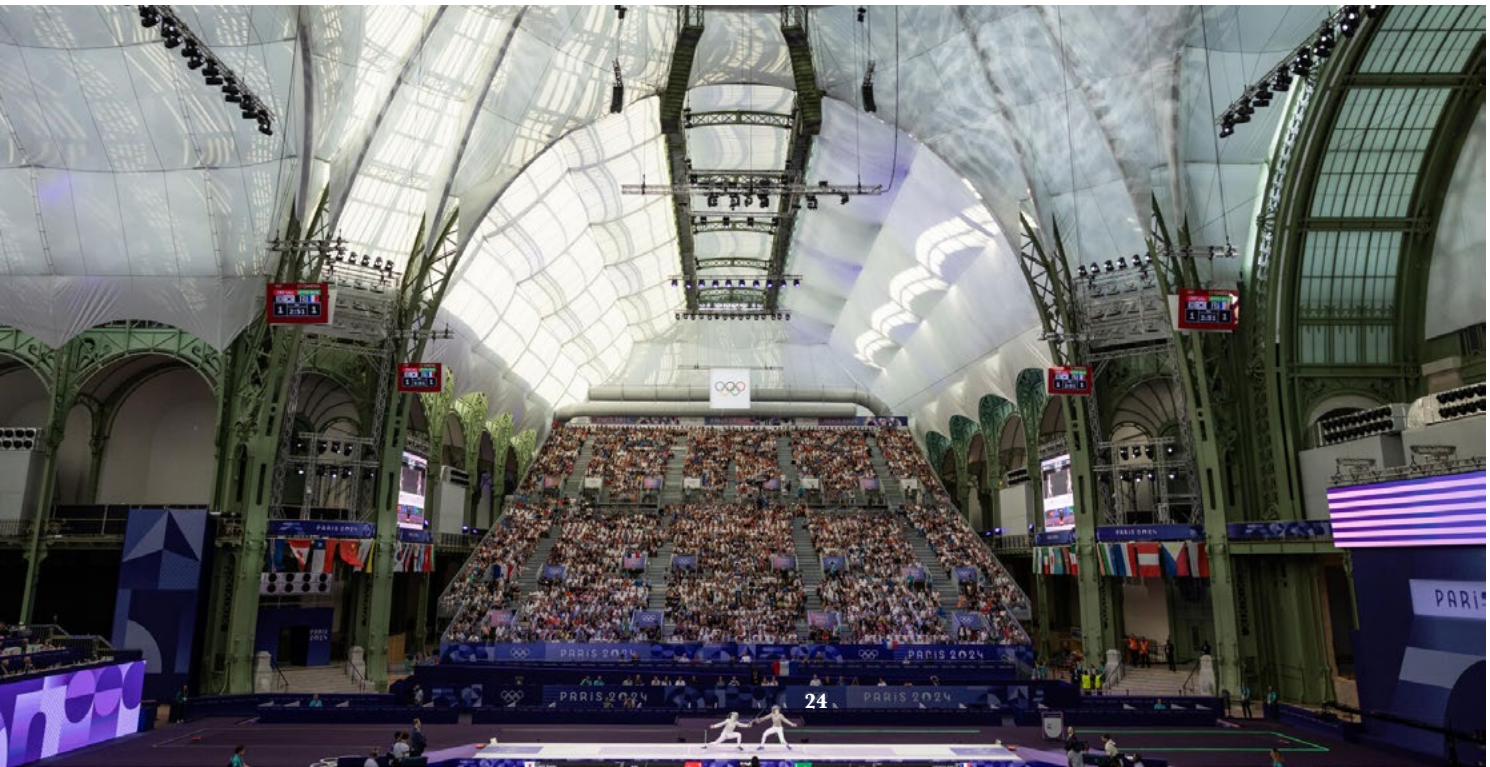
Un objectif écologique ambitieux

Les Jeux de Paris avaient un objectif écologique très fort, celui de diviser par deux l'empreinte carbone par rapport aux éditions précédentes. Paris se fixe un budget carbone de 1,5 million de tonnes de CO2 à ne pas dépasser, notamment concernant la construction qui a représenté environ 32% des émissions et les transports pour 39%. Le reste est composé de l'organisation avec notamment l'énergie et l'hébergement. Le comité s'est engagé à les compenser intégralement en finançant des projets positifs pour le climat. Le principal atout réside dans la construction qui s'est limitée à une seule structure sportive : le centre aquatique à Saint-Denis. Hors compétition, deux sites ont été construits : le village des athlètes et celui des médias. Tous les sites ont été accessibles en transports en commun. D'autres baisses ont également été recherchées, comme par exemple le doublement de l'offre végétale des menus. Cependant, plusieurs polémiques ont vu le jour avec des accusations de *greenwashing* concernant les mécanismes de compensation et aussi l'utilisation de bouteilles de Coca-Cola pour remplir les verres réutilisables, ce qui limite voire engendre des émissions de CO2 encore plus importantes.

Des moyens en hausse

L'État, la région Île-de-France et la ville de Paris ont mis en œuvre une mobilisation exceptionnelle à plusieurs niveaux. De nombreux bénévoles se sont proposés avec 45 000 volontaires qui ont été présents (30 000 pour les JO et 15 000 pour les Jeux Paralympiques) sur les sites officiels de compétition et d'autres sites comme le Village des athlètes, le Centre des médias, les sites d'entraînement ou les gares et aéroports ; malgré les polémiques suscitées par ce recours au bénévolat par des organismes ayant des budgets de plusieurs milliards d'euros. Le département de Seine-Saint-Denis souhaite pérenniser cet apport de bénévoles en les formant pour acquérir des compétences et par la suite devenir bénévoles dans les nombreuses associations présentes sur le territoire. En particulier pour les jeunes adultes, qui représentent une tranche d'âge habituellement peu présente dans les actions de bénévolat.

Les actions de propreté ont été exceptionnelles par rapport à leur fonctionnement ordinaire. La très forte augmentation des moyens matériels et humains, notamment à proximité des sites olympiques, a permis d'atteindre un niveau de propreté très rare au quotidien avec par exemple 300 agents supplémentaires pour la zone du stade de France.



Concernant la sécurité, le nombre de forces de l'ordre a également été très fortement revu à la hausse par rapport au fonctionnement habituel afin de prévenir les risques d'attentat, d'agression ou de vol. Avec près de 25 000 policiers et gendarmes mobilisés en provenance de toutes les régions françaises, en plus des équipes étrangères et des militaires toujours présents pour l'opération Sentinelle. Ils ont été aidés par une vidéosurveillance algorithmique sous la forme d'une expérimentation. Pendant les deux semaines, les images de surveillance ont été analysées par un logiciel d'intelligence artificielle pouvant détecter différents types de problèmes comme des objets abandonnés, des chutes ou encore des mouvements de foule. Un comité d'évaluation appréciera son efficacité par rapport à une surveillance humaine traditionnelle. Les phases de test se poursuivent notamment dans dix gares pendant les Jeux Paralympiques.

Les transports en commun ont été fiables grâce à une augmentation des cadences et des personnels particulièrement motivés. Chaque jour pendant les JO, quelque 19 000 agents de la RATP ont été mobilisés, et au total, 30 000 agents ont travaillé sur cette période, grâce à d'importantes primes versées. Cela montre la forte implication de l'entreprise en cette période alors que d'habitude l'été connaît plutôt une baisse du nombre de voyageurs.

Cela a donné l'image d'une ville propre et agréable avec également moins de trafic routier et une baisse très forte des embouteillages. Beaucoup de Parisiens ayant quitté la capitale pour des vacances ou pour télétravailler comme les y avaient incités les autorités telles que le ministre des transports de l'époque Clément Beaune ou la présidente de la région Valérie Pécresse.

Bien que la magie des JO ne puisse pas perdurer, il semble possible de tirer des leçons de cette période, avec des services publics mobilisés, des entreprises fiables, de nombreux bénévoles et des supporteurs enthousiastes. La question qui se pose est de savoir comment les Français vont utiliser ce succès et la confiance qu'ils viennent de manifester aux yeux du monde dans les années à venir.





UN BILAN ÉCONOMIQUE CONTRASTÉ

Il est toujours difficile de réaliser un bilan économique d'un événement sportif car les investissements sont plus importants que le seul budget annoncé, les recettes ne sont pas seulement directes et peuvent s'étaler sur plusieurs années. De plus, certains coûts sont cachés à cause de l'effet d'éviction. En effet, une partie des touristes habituels ont évité la ville, voire le pays ; et certains investissements ou travaux n'ont pas pu avoir lieu à cause des JO. Dans les années précédentes, plusieurs villes candidates s'étaient désistées à la suite du refus des habitants de subir les nuisances avec des bénéfices très mesurés, voire inexistants. Nous allons observer les aspects positifs mais également les limites économiques des JO.ement humain et matériel particulièrement important.

Des retombées positives

Avant l'événement de très nombreux Français se montraient indifférents, voire septiques, et 70% trouvaient que le coût était trop élevé. En effet, le premier budget mentionnait un coût d'environ 6 milliards d'euros mais les dernières estimations se rapprochent finalement plutôt des 9 milliards. Ce budget est en forte baisse par rapport aux éditions précédentes en particulier de Rio en 2016 (45,5 milliards d'euros), de Pékin en 2008 (44,7 milliards), ou de Londres en 2012 (15,2 milliards) grâce à l'utilisation de nombreux équipements déjà existants, Le budget se rapproche davantage des Jeux d'Atlanta en 1996 (5,1 milliards) et de Sydney en 2000 (7,6 milliards). Cependant, il y a eu un dépassement budgétaire, notamment à cause de la forte inflation, qui classe quand même ce budget en dessous des dernières éditions. Concernant les coûts directs pour les finances publiques, Pierre Moscovici, le président de la Cour des Comptes, les estime entre 3 milliards et 5 milliards d'euros, liés aux dépenses de sécurité, de transport et aux dépenses fiscales.

Concernant les retombées positives sur l'économie, il est envisagé une augmentation de l'activité de 6,7 à 11,1 milliards d'euros notamment dans les secteurs de la construction, de la restauration, de la logistique, des transports, de la sécurité, des

services médicaux, de l'immobilier et des infrastructures. Elles seront normalement plus faibles que les éditions précédentes, notamment dans la construction, car beaucoup des infrastructures sportives étaient déjà construites, les retombées attendues des dépenses de construction et de rénovation d'équipements sont comprises entre 2,1 et 3 milliards d'euros.

Quant aux retombées en matière de tourisme, l'incertitude est assez forte. Elles pourraient atteindre 1,4 à 3,6 milliards d'euros et avoir lieu aussi après les Jeux. Puisqu'on estime qu'entre un million et demi et deux millions de personnes voudront venir à Paris après avoir vu les images de la capitale lors des retransmissions. Ceci semble bien être le cas avec une hausse de 20% de la fréquentation touristique en Ile-de-France, sur les derniers jours de juillet d'après l'agence publique de l'attractivité Choose Paris Région.

La billetterie, les services de transport, d'hôtellerie et de restauration, ainsi que les recettes issues des produits dérivés, se chiffrent à 0,3 point de PIB environ, selon les estimations données en juillet par l'Insee. Les Jeux accroîtraient ainsi le PIB de l'ordre de 0,3 point au troisième trimestre 2024.

Un impact négatif pour certains secteurs

Néanmoins, d'autres secteurs ont plutôt subi les JO. Dès la semaine qui a précédé la cérémonie d'ouverture des barrières et des zones protégées par des QR codes ont réduit le nombre potentiel de clients dans les quartiers à proximité de la Seine. C'est notamment le cas des restaurants qui ont eu un chiffre d'affaires en baisse et n'ont pas pu le rattraper car les spectateurs ont préféré manger dans ou à proximité des sites des épreuves. De nombreuses terrasses sont restées vides malgré un temps plutôt estival et propice aux sorties, les touristes habituels et les salariés en télétravail étant absents. Les bateaux-mouches ont également eu une fréquentation presque divisée par deux.

Les musées ont également observé une fréquentation plus faible que d'habitude. Le Louvre a vu ses entrées diminuer de 22% par rapport à l'été dernier et même le château de Versailles de 25% malgré la présence d'épreuves olympiques dans ses jardins. Les touristes ont ainsi privilégié les événements directement liés aux JO en délaissant en partie la culture, même si les établissements redoutaient une baisse encore plus importante. Le type de visiteur a plutôt évolué avec des visites plus courtes et des personnes peu habituées aux musées. C'est également le cas du parc Disneyland qui a eu beaucoup moins de monde au plus grand plaisir des chanceux qui ont pu profiter des attractions sans les habituelles files d'attente, spécialement lors des vacances d'été. Cependant, les musées qui ont réussi à mettre en place des espaces en lien direct ont eu davantage de visiteurs, telle que la Monnaie de Paris qui a eu une fréquentation en forte hausse pendant la quinzaine, grâce notamment à la frappe et à l'exposition des médailles olympiques. Certains autres ont également anticipé en louant leurs locaux comme par exemple le Musée de l'Homme qui a mis sa terrasse à disposition de France Télévisions.

Le transport aérien a eu des résultats assez contrastés, la compagnie Air France avait prévu une baisse du trafic pendant les Jeux. Cette situation est habituelle car certains touristes préfèrent repousser leur visite et certains Français ont renoncé à leurs voyages pour profiter des Jeux. Cependant, les aéroports sont finalement assez satisfaits avec une légère hausse de voyageurs par rapport à 2023. Les aéroports et les compagnies aériennes prévoient aussi davantage de voyageurs en 2025, comme Londres qui avait connu son meilleur été en 2013, un an après leurs JO.

Une hausse de l'emploi

L'Insee a estimé que 25,8 millions d'heures de travail ont été directement nécessaires en France pour les ouvrages olympiques : infrastructures sportives, construction du village des athlètes et des médias notamment. Cela représente l'équivalent de 15 500 personnes travaillant à temps plein sur un an. Le pic d'activité a été atteint en 2022 avec plus de 4 500 équivalents temps plein (ETP), travaillant essentiellement dans la construction, l'architecture et l'ingénierie.

En y ajoutant les autres secteurs, l'organisation des Jeux a mobilisé près de 150 000 emplois. Cependant, une partie de l'activité des entreprises vient en remplacement et pas nécessairement en plus de celle habituelle à cause de l'effet de substitution. Certains chantiers ont en effet été mis à l'arrêt ou repoussés en prévision des JO qui a concentré les ressources disponibles et les hôtes auraient quand même reçus des touristes.

Concernant la consommation, sa hausse s'est concentrée à Paris et dans des secteurs précis comme les supermarchés ou les buvettes. Les gagnants sont les magasins situés près des sites olympiques ou à proximité des hôtels, qui devraient écouler bien plus de boissons ou de sandwichs. Mais en contrepartie les clients habituels avec des paniers plus importants ont été moins présents. Pour les commerces plus éloignés, le chiffre d'affaires s'est plutôt réduit en particulier lorsqu'ils étaient concernés par les restrictions de circulation. Seules les ventes de gadgets liés aux JO ont très bien fonctionné tout comme les glaces.

Les hôtels ont fait le plein pendant les Jeux

Du côté des hôteliers la période des JO a permis d'atteindre un taux d'occupation de 84% dans les hôtels parisiens, soit dix points de plus qu'à cette même période en 2023. Plusieurs départements limitrophes ont enregistré des hausses supérieures avec des taux d'occupation en Seine-Saint-Denis de +13,1 % et dans les Hauts-de-Seine de +13,3 %. Les prix ont plus que doublé mais c'est cependant moins qu'attendu, car certains hôteliers ont eu peur de laisser des chambres vides et ont décidé de baisser leurs tarifs. D'autres villes ont également

vu une hausse des prix comme Lille (+ 280%) et Châteauroux (+ 256%) qui ont accueilli des épreuves.

Cependant, le bilan reste contrasté en raison du report d'événements et de voyages dans les semaines précédant les Jeux, ainsi que de l'effet d'éviction qui a détourné de Paris une partie des touristes, le chiffre d'affaires des hôtels a reculé de 27% début juillet. Ainsi, la hausse sur l'ensemble du mois de juillet n'est finalement que de 9% à Paris, mais de 29% sur le reste de l'Ile-de-France. Néanmoins, l'attractivité de Paris devrait augmenter à la suite des JO. Les professionnels espèrent une forte augmentation du tourisme dans la capitale dès l'automne. Airbnb affiche aussi un bon bilan, même si beaucoup des nouveaux hébergements n'ont pas trouvé preneur contrairement aux prévisions très optimistes des mois précédents.

Les bénéfices vont également s'étaler dans le temps en augmentant l'attractivité grâce au professionnalisme des organisateurs face à un événement complexe et compte tenu des enjeux sécuritaires. Cela rassure les investisseurs d'avoir des transports fluides et un bon accueil, ce sont des images qui vont rester dans l'esprit des visiteurs comme des décideurs. De plus, les retombées ne sont pas seulement économiques mais peuvent avoir un impact positif sur la cohésion nationale et le *soft power* français. Ce type d'événement sportif ne peut se réduire à des aspects purement économiques.





L'AVENIR DES INFRASTRUCTURES OLYMPIQUES

L'accueil des JO est toujours l'occasion pour la ville hôte de se lancer dans la construction de nouvelles infrastructures, sportives mais également de transports ou de nouveaux logements, comme on a pu le voir avec le village olympique à Saint-Denis ou la mise en œuvre du métro du Grand Paris, même s'il est encore en phase de construction. Cependant, certains pays ont connu une dégradation assez rapide de leurs stades ou des logements lorsque leur avenir n'avait pas été assez anticipé, comme pour Athènes après les JO en 2004. Quel avenir pour les infrastructures de Paris 2024 notamment en Seine-Saint-Denis ? Pour y répondre nous pouvons nous intéresser aux précédentes éditions européennes.

Tout d'abord, il est difficile d'isoler l'impact spécifique des JO sur le tourisme ou l'économie, car on n'a pas de mesure de référence précise à laquelle se comparer. C'est donc aujourd'hui la notion « d'héritage » qui est utilisée par le Comité international olympique (CIO) pour mesurer les effets. Pour permettre une influence durable il faut se poser la question dès la conception, de la réponse des infrastructures aux besoins quotidiens de la ville et de ses habitants.

Athènes, le contre-exemple ?

Le stade olympique rappelle aux Athéniens la fête de l'été 2004, lorsque la capitale grecque a accueilli les Jeux olympiques. Cependant, il est aujourd'hui fermé car les structures métalliques ont échoué aux tests de sécurité et nécessitent des travaux urgents. La construction a coûté près de 130 millions d'euros mais le stade n'a pas été entretenu à cause de la crise économique des années 2010 qui a considérablement diminué les financements. Aujourd'hui, la situation s'est améliorée et le Premier ministre grec a promis un investissement de 57 millions d'euros pour restaurer l'ensemble du parc olympique qui en a particulièrement besoin.

Le plan d'urbanisme est souvent étudié comme un modèle par les villes candidates à l'accueil des Jeux, car il a transformé une ville industrielle en une cité européenne attrayante. Les Jeux ont été le levier pour développer la ville dans un sens plus moderne. Elle a retiré les voies ferrées et aménagé parcs et jardins le long d'un front de mer de plus de 6km. La ville a également construit un périphérique, et dans le même temps, réduit la place de la

voiture et le trafic routier dans le centre-ville. L'aéroport a été agrandi, le vieux quartier industriel est devenu le village des athlètes, qui est aujourd'hui majoritairement habité par des habitants plutôt aisés.

Toute cette transformation s'est faite pour un budget de près de 926 milliards de pesetas soit l'équivalent de 5,5 milliards d'euros. Un montant important mais dont un tiers a été assumé par des entreprises privées qui ont investi dans la construction de logements, d'hôtels et de routes par un modèle de collaboration public-privé. Les critiques restent faibles, même si certains y voient le point de départ du développement touristique et de la gentrification de plusieurs quartiers de la ville.

Londres : l'exemple à suivre pour Paris ?

La candidature de Londres avait été retenue pour organiser les JO de 2012 pour un budget de 2,4 milliards de Livres, soit près de 2,6 milliards d'euros. Cependant, de nombreux coûts n'avaient pas été comptabilisés, comme celui de la sécurité, la TVA et aucune marge de précaution n'avait été provisionnée. Londres a dû revoir son budget en passant à 9,3 milliards de Livres, soit environ 11 milliards d'euros.

Néanmoins, plusieurs points positifs sont à noter. Pour les sportifs et spectateurs, l'organisation a été excellente, les transports ont correctement fonctionné, 70 000 volontaires étaient présents et l'atmosphère a été particulièrement bonne. Pour le gouvernement britannique, les retombées économiques ont largement dépassé le coût initial. Dans un rapport, il estime que 14,2 milliards de Livres d'investissements privés ont été réalisés et que le tourisme aurait augmenté de 3,5 millions de visiteurs. Cependant, de nombreux investissements ont été additionnés sans avoir forcément de lien direct avec les JO.

Le point le plus positif de l'héritage est l'utilisation pérenne de nombreuses infrastructures comme l'ex-stade olympique qui est désormais l'antre du club de football de *Premier League West Ham*. Tout comme l'ancien village olympique qui a été transformé en habitations, le centre de médias devenu un incubateur de start-up, ou encore le vélodrome, le centre de hockey et de tennis et le centre aquatique qui sont toujours en fonctionnement pour la population londonienne. Alors que cet espace était principalement constitué d'une ancienne aire industrielle avec un taux de pauvreté élevé. Aujourd'hui, les travaux se poursuivent avec l'installation de musées et d'universités prévues pour près de 10 000 étudiants. Cette transformation est donc un processus en constante évolution et pourrait montrer la voie pour le futur du 93.





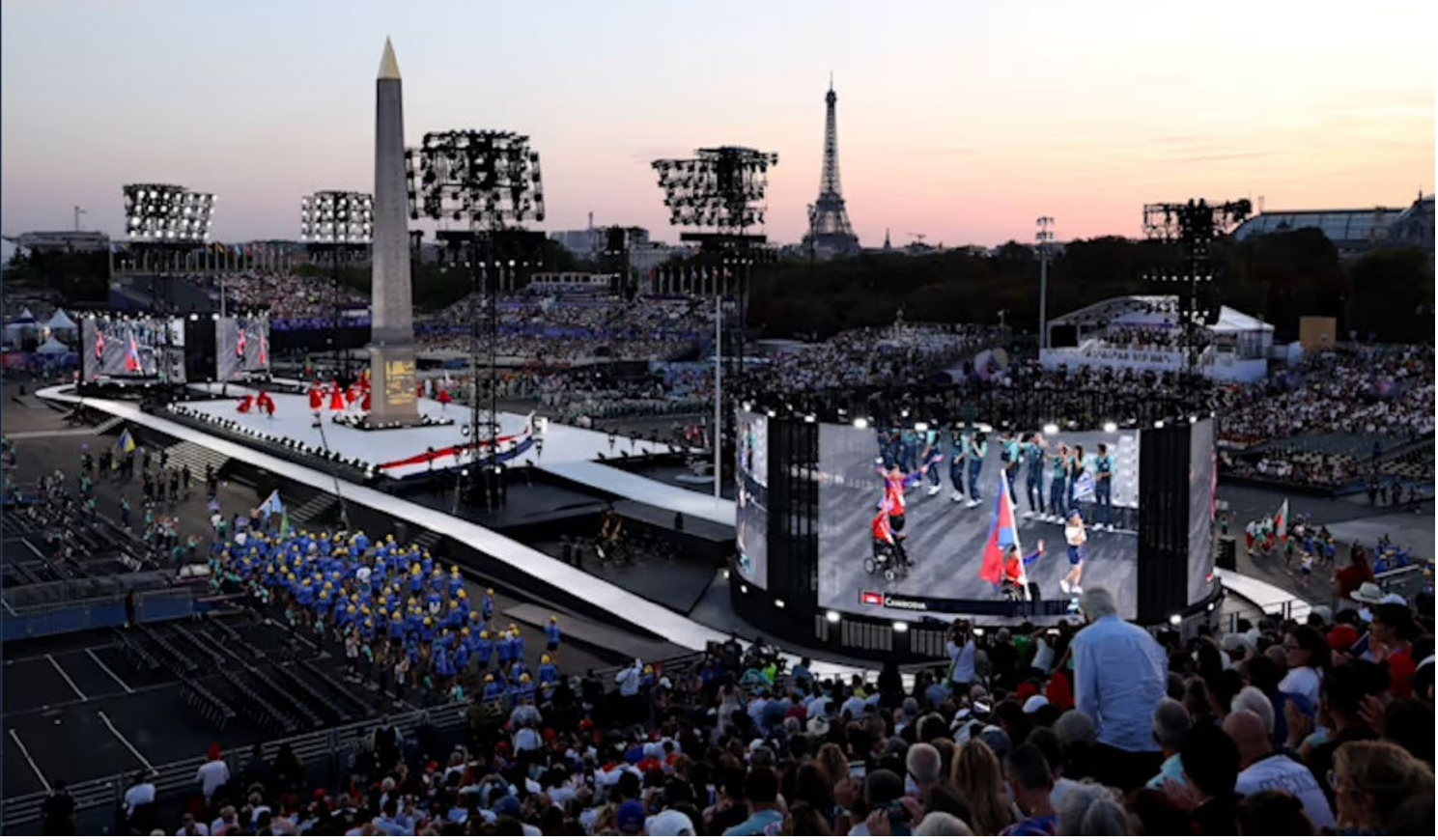
L'héritage de Paris 2024

Tout d'abord, l'héritage en matière de transports est important : outre le prolongement des lignes 14 du métro et celle E du RER, les Jeux ont permis de combler la pénurie de conducteurs, d'améliorer la sécurité et de réduire les absences. Néanmoins, les risques de retour à la situation pré-Jeux sont nombreux avec la reprise des travaux, accaparant des personnes affectées à la maintenance et à la fluidification du trafic. La réussite n'a été possible que parce que des moyens exceptionnels ont été déployés. Et parce que le réseau est moins sollicité l'été, même avec le public des JO.

Concernant les sites de compétition, seule la piscine olympique a été construite à Saint-Denis, les autres sites étaient déjà existants ou étaient éphémères afin de réduire les coûts. Concernant les sites dédiés à l'organisation, le village des athlètes (à Saint-Denis) et celui des médias (à Dugny) ont vu le jour. Ils sont conçus pour devenir des écoquartiers dans les mois suivant la compétition, ce qui permettra de disposer de logements supplémentaires, de bureaux et de services. Ils sont prévus pour contenir des emplois afin d'éviter la création de nouvelles cités-dortoirs aux abords de Paris. Ces logements sont un plus pour le territoire mais ils ne sont pas suffisants dans un département avec plus de 200 000 demandes de logements sociaux en attente. D'autant plus que seulement 25% de ces nouveaux logements seront sociaux.

Ces différents sites étant situés en Seine-Saint-Denis, le département semble avoir l'héritage le plus durable alors qu'il est le département métropolitain ayant le taux de pauvreté le plus élevé, les JO pourraient ainsi être une chance en ayant reçu près de 80% des investissements publics. Ceux-ci pourraient donner un coup d'accélérateur à son développement et lui permettre de combler sa faiblesse économique, comme à Londres. En plus du Stade de France, le département dispose maintenant du Centre Aquatique Olympique qui deviendra un autre haut lieu du sport en France. D'autant plus que la natation est le sport le plus pratiqué en club par les femmes dans le département, alors qu'il était auparavant sous-doté en piscines. En outre, des passerelles permettent maintenant de relier des espaces auparavant séparés par des autoroutes et des voies ferrées. Ces projets associés aux JO viennent modifier certaines villes avec des effets sur le prix des logements qui sont déjà perceptibles. Le risque est également de contribuer à la gentrification en attirant des habitants plus aisés venus de l'extérieur qui feront monter les prix et reléguerons les anciens habitants toujours plus loin.

Il est ainsi intéressant de rapprocher cela avec l'héritage de Londres qui a réussi à prendre en compte dès la conception le futur des installations contrairement à Athènes. L'héritage de Paris 2024 cherche à suivre le même chemin car la Seine-Saint-Denis reste un territoire avec d'énormes besoins. Les JO peuvent être une étape supplémentaire dans son développement, d'autant plus que le département possède des atouts en faisant partie de l'aire urbaine la plus riche du pays et en ayant la population la plus jeune de l'hexagone.



LES JEUX PARALYMPIQUES POUR CHANGER LA VISION DE LA SOCIÉTÉ

La cérémonie d'ouverture des Jeux Paralympiques (JP) qui a eu lieu le 28 août a permis d'offrir un cadre splendide grâce à la place de la Concorde, à un événement qui se déroulait pour la première fois en dehors d'un stade, dans le but de modifier le regard de la société sur le handicap. Les JP sont ainsi un des moyens pour donner de la visibilité à une catégorie de la population qui en manque, d'autant plus que les avancées concernant leur accès aux services et à l'emploi demeurent en retrait du reste de la population malgré des avancées ces dernières années.

Une histoire singulière

Les JP ne sont pas une réplique des Jeux olympiques (JO) version handicapée mais une compétition à part entière. Si les JO s'inspirent de la Grèce antique, les JP tirent leur origine en 1948 d'un hôpital militaire près de Londres (Stoke Mandeville). Le neurologue allemand Ludwig Guttmann veut encourager la pratique physique chez ses patients blessés lors de la Seconde Guerre mondiale. Il y organise les premiers Jeux mondiaux des chaises roulantes et des amputés, qui deviendront les Jeux de Stoke Mandeville. La neuvième édition est considérée comme les premiers JP en étant réalisée une semaine après les JO à Rome en 1960. Le parcours du relais de la flamme en 2024 est ainsi un rappel de son origine avec comme point de départ Stoke Mandeville.

Jusqu'en 1988, les JO et les JP ne se déroulaient pas systématiquement dans la même ville ou le même pays. Séoul est la première ville à accueillir officiellement les deux Jeux en 1988. Les Comités internationaux olympiques et paralympiques signent ensuite un accord pour les lier afin que les villes candidates offrent les mêmes infrastructures de compétitions. Cependant, l'idée est de réaliser les JP toujours quelques jours après les JO, ce qui a été le cas à Paris 17 jours plus tard, pour permettre l'adaptation des sites de compétitions aux nouvelles épreuves. Faire un événement unique porterait le risque de rendre invisibles les performances de ces athlètes moins médiatisés. L'événement commun engendrerait aussi une logistique et des coûts plus importants, car il faudrait que le village olympique et le service de transports soient adaptés, et

que l'ensemble des installations soit doublé, ou alors allonger la durée des Jeux. Quant à l'option d'organiser les JP avant les JO, le risque serait alors de donner l'image d'un test avant les *véritables* Jeux.

Les JP ont également un symbole spécifique qui correspond aux agitos paralympiques, symbolisés par trois virgules (rouge, bleue et verte). Depuis sa création, l'emblème a connu plusieurs évolutions. Il se composait initialement de cinq formes reprenant les couleurs des anneaux olympiques. Ensuite, seules trois formes ont été conservées pour se différencier des JO. Elles ont enfin été affinées devenant des virgules appelées agito signifiant « je bouge » en latin.

Les JP se déroulent sur 549 épreuves pour 23 disciplines, car il existe de nombreuses catégories en fonction des handicaps. Cependant, le nombre de jours est plus faible avec la moitié de participants en moins par rapport aux JO : 4400 représentants 169 délégations contre 10500 pour les JO. Les disciplines paralympiques sont pour la plupart des déclinaisons de celles pratiquées aux JO. Cependant, certains sports sont assez différents comme le rugby fauteuil qui se joue avec un ballon de volley sur un terrain de basket avec la possibilité de réaliser des passes vers l'avant. Le volley-ball quant à lui se pratique assis sur un terrain plus petit et avec un filet plus bas car les joueurs doivent rester les fesses ou le dos au sol. Enfin d'autres sports sont spécifiques comme la boccia qui est un dérivé de la pétanque, généralement pratiquée en fauteuil roulant et le goalball qui est un sport collectif de ballon se jouant principalement allongé au sol et avec un masque sur les yeux.

L'accessibilité en hausse

L'objectif des organisateurs des JP est aussi d'améliorer l'inclusion des personnes en situation de handicap. Dans ce domaine, la France a un retard très important. Ses manquements ont été épinglés par l'ONU, dans un rapport de 2021, ainsi que par le Conseil de l'Europe, en 2023. La France compte environ 11 millions de personnes en situation de handicap. L'approche actuelle n'est pas assez efficace et rapide pour apporter une véritable amélioration de leur situation. L'accessibilité des transports, des bâtiments et des services publics est l'un des principaux problèmes rencontrés. Les lois qui obligent les établissements recevant du public à être accessibles à tous ne sont pas toujours respectées, sans pour autant que des sanctions soient prononcées à leur encontre.



La présence programmée de 350 000 visiteurs en situation de handicap oblige le pays à améliorer cette situation dans tous les lieux accueillants du public tels que les aéroports, les restaurants et les hôtels. Les Jeux vont aussi permettre d'accélérer la mise aux normes des transports en commun franciliens : en plus du RER et de la ligne 14 du métro, les nouvelles lignes 15, 16, 17 et 18 du Grand Paris seront totalement accessibles. Valérie Pécresse, la présidente de la région Ile-de-France en a profité pour annoncer un plan de mise en accès des 13 lignes historiques du métro parisien pour un coût compris entre 15 et 20 milliards d'euros dans les années à venir.

Les JP peuvent ainsi jouer un rôle positif en accélérant les avancées. Les sites des épreuves ont été mis aux normes et l'accessibilité des gares nationales a été avancée. L'État participe au financement des travaux réalisés par les collectivités locales et a créé un fonds de 300 millions d'euros pour aider les lieux privés recevant du public à se mettre aux normes. D'autres lieux doivent également être davantage accessibles comme les logements PMR (Personnes à mobilité réduite) qui sont indispensables aux personnes en situation de handicap, mais également à d'autres catégories de la population du fait du vieillissement démographique.

Concernant la scolarisation des élèves en situation de handicap, des progrès importants ont été réalisés. Plus de 470 000 fréquentent désormais l'école ordinaire, soit plus du double par rapport au début des années 2000. Malgré ces progrès, de nombreux enfants handicapés se trouvent régulièrement sans solution de scolarisation adaptée, en raison notamment du manque chronique d'AESH (Accompagnant d'élève en situation de handicap). Le regard porté sur ces enfants pourrait s'améliorer grâce aux JP.

Enfin, le taux de chômage des personnes en situation de handicap s'est réduit à 12% en 2023 mais il reste bien supérieur à celui de l'ensemble de la population active qui est de 7,3%. De plus, le quota de 6% de travailleurs en situation de handicap dans les entreprises de plus de vingt salariés n'est toujours pas atteint partout alors qu'il est obligatoire depuis 1987. C'est d'autant plus important que l'allocation adultes handicapés (AAH) atteint au maximum 1016 euros par mois pour une personne seule, ce qui reste en dessous du seuil de pauvreté. Cette allocation, destinée aux personnes qui ne peuvent pas travailler à cause de leur handicap a été déconjugalisée par une loi de 2022. Son montant était auparavant calculé en fonction du nombre de parts fiscales du foyer, faisant dépendre ces personnes des revenus de leur conjoint. Depuis octobre 2023, seules les ressources personnelles sont prises en compte, ce qui améliore leur autonomie.

Malgré des avancées ces dernières années, le handicap est le premier motif de discriminations portées devant la Défenseure des droits : il représente encore 21% des réclamations, devant l'origine (13%) et l'état de santé (9%). D'où l'importance, au-delà des mesures ciblées, de montrer au reste de la société que le regard doit changer et que la ville, les lieux publics et privés doivent mettre en œuvre des changements qui faciliteront leur vie quotidienne. Les Jeux paralympiques sont ainsi un moyen médiatique de pointer le retard de la France sur ce sujet. Comme pour les JO, les JP ont un héritage à laisser à Paris et à sa Région en les rendant accessibles à toutes et tous.

UN ÉTÉ SANS GOUVERNEMENT

Les Jeux Olympiques ont directement un caractère politique, au niveau international avec le *soft power* mais également au niveau national en engendrant généralement une hausse de la popularité des dirigeants politiques. C'est pourquoi le choix effectué par le Comité International Olympique est primordial et relève d'un équilibre politique. Celui-ci choisit plutôt des pays démocratiques lorsqu'il le peut afin de conserver une image positive dans le monde. Cependant, plusieurs éditions se sont déroulées dans des pays autoritaires comme la Russie ou la Chine, d'autant plus que l'organisation y est plus « simple » pour la sécurité et le financement. De plus, la politique est présente malgré l'interdiction pour les sportifs de s'exprimer dans les compétitions sur ces questions, c'est le cas par exemple de la décision de faire concourir sous bannière neutre les athlètes russes et biélorusses à cause de la guerre en Ukraine, et le choix également de laisser les athlètes israéliens sous leur drapeau malgré les risques de génocide à Gaza pointés par l'ONU.

La trêve olympique

Aujourd'hui, la visibilité des JO est de plus en plus forte avec près de 3 milliards de personnes dans le monde qui ont regardé la cérémonie ou une partie des compétitions, dont 36 millions de Français. Devant l'importance de l'événement pour le pays et dans le but de maintenir une stabilité pour l'organisation, le président de la République a décidé de mettre en œuvre une trêve olympique concernant le choix du nouveau Premier ministre à la suite des élections législatives. Il a ainsi fait référence à la trêve existante dans la Grèce antique qui permettait aux candidats et spectateurs de rejoindre le site d'Olympie sans risquer d'être attaqués sur le chemin par des

ennemis de sa ville d'origine.

Lors de la cérémonie de clôture des Jeux olympiques, Emmanuel Macron savourait les derniers moments d'un pays uni derrière ses athlètes et une organisation sans faille. C'est ainsi la fin d'une parenthèse et donc de la trêve olympique décrétée le 23 juillet. A cette occasion, il avait mis de côté la crise politique née de sa décision de dissoudre l'Assemblée Nationale, une première depuis celle décidée en 1997 par Jacques Chirac et qui avait amené une cohabitation avec Lionel Jospin et la gauche.

Après avoir mis le pays sous tension, en imposant des élections législatives avant l'été dans le délai le plus court possible sans laisser aux candidats le temps de faire campagne, Emmanuel Macron a semblé s'en désintéresser aussitôt les élections passées. Peu pressé d'acter sa défaite et celle de son camp, laissant les Français dans l'attente. L'objectif était de gagner du temps en espérant voir le pays se plonger pleinement dans le soutien aux JO et profiter de la fête et peut-être ainsi voir sa popularité augmenter. Le sentiment de fierté nationale devait l'emporter sur les querelles politiques.

Cependant, le risque est immense de voir une colère monter dès la rentrée en constatant que le résultat des élections n'a engendré aucun changement à la tête du pays : même Premier ministre, même présidente de l'Assemblée, même politique mise en œuvre. Aucun parti ou aucune coalition n'est en mesure d'obtenir la majorité absolue mais le rejet du Président de la République et de sa politique est clair avec 73 députés en moins et des oppositions loin devant son camp au premier tour.

Afin d'éviter un abandon de ses réformes et en particulier du report de l'âge de la retraite à 64 ans, le Président cherche à mettre en place un gouvernement qui donnerait le sentiment d'avoir pris en compte le résultat des élections mais qui conserverait la continuité de sa politique. Emmanuel Macron a ainsi évacué les ambitions du Nouveau Front Populaire de gouverner avec Lucie Castets. Le casting pour trouver cet équilibre impossible semble aller vers des anciens dirigeants plus en retrait aujourd'hui de la politique comme Xavier Bertrand ou Bernard Cazeneuve. L'objectif est de gagner quelques députés, ou du moins de ne pas les voir voter une motion de censure dès la constitution du nouveau gouvernement.

Le rôle du Président

Le Président a ainsi appelé les partis et les groupes parlementaires à former une coalition, dont il a défini lui-même les contours. Cependant, il a une responsabilité centrale avec l'article 8 de la Constitution qui l'oblige à tirer les leçons du scrutin et à nommer un Premier ministre, même sans majorité absolue. Un délai de plus de deux mois qui est inédit pour la Vème République, mais qui semble relativement faible par rapport au temps nécessaire aux accords de coalition au sein des régimes parlementaires dans d'autres pays européens. Le record est détenu par la Belgique avec une absence de gouvernement de plein exercice pendant 589 jours. Sans aller jusque-là, en Espagne ou en Allemagne, la recherche d'une coalition stable peut prendre plusieurs semaines ou mois. C'est donc plutôt le manque d'habitude pour la France où le Premier ministre est en général nommé dans les jours suivant les législatives même si aucun article ne contraint le Président sur la durée que cela doit prendre.



Emmanuel Macron a toujours pris son temps pour nommer ses ministres. Il lui avait fallu deux semaines pour remplacer Gérard Collomb comme ministre de l'Intérieur dès 2018. Trois semaines pour nommer Elisabeth Borne après sa réélection en 2022. Tout comme il a fait durer de nombreuses nominations, notamment dans le secteur culturel où plusieurs établissements ont dû attendre plusieurs mois leur nouveau dirigeant. Emmanuel Macron n'est pas pressé car il sait qu'il devra s'effacer et laisser l'Assemblée Nationale prendre la main, alors qu'elle est très majoritairement hostile au président.

Dans les régimes parlementaires, c'est le parti arrivé en tête qui débute la recherche d'une coalition majoritaire, le second ne commence que lorsque le premier n'a pas réussi. C'est ce qui s'est passé en Espagne après les dernières élections, même si le Parti socialiste n'était pas premier, c'est lui qui a réussi à réunir le plus grand nombre de députés derrière Pedro Sanchez, l'actuel chef du gouvernement. La responsabilité en incombe ainsi aux partis si une solution pérenne n'est pas trouvée et non au chef de l'État.

Emmanuel Macron a rejeté ce scénario car la nomination de Lucie Castets constituerait un trop grand risque. Il redoute que les 126 députés du Rassemblement National décident de ne pas censurer tout de suite ce gouvernement, ce qui laisserait à ce dernier le temps de revenir sur certaines réformes comme les retraites ou l'impôt de solidarité sur la fortune. Le Président se refuse en effet à tout changement de politique sur le fond. Il recherche donc des alliés dans les partis les plus proches idéologiquement. Les regards se tournent vers les Républicains, mais ils ont refusé toute coalition avec les 166 députés du camp présidentiel, alors que de toute façon leurs 47 députés ne seraient pas suffisants pour atteindre la majorité absolue de 289 députés. A l'inverse, une majorité sociale-démocrate stable pourrait être mathématiquement possible avec les socialistes, les écologistes, le camp présidentiel et les députés du groupe Libertés, indépendants, outre-mer et territoires, mais elle est déjà politiquement rejetée par la majorité des députés socialistes emmenée par leur premier secrétaire Olivier Faure qui privilégie la continuité dans l'alliance de gauche.

Des conséquences négatives

Cette indécision commence à avoir des conséquences négatives au niveau économique, car des investissements sont mis en attente tant que la situation n'est pas stabilisée par peur des changements législatifs et fiscaux. De plus, certains ministères sont aussi dans l'expectative, comme l'Éducation nationale alors que la rentrée a eu lieu sans ministre de plein exercice et que plusieurs réformes sont en cours, comme le « choc des savoirs » avec la mise en place de groupes de besoins au collège en français et mathématiques.

De plus, la question du budget devient particulièrement urgente car il doit être finalisé fin septembre afin de le déposer au plus tard le 1er octobre, le temps que le Parlement puisse procéder au vote avant la fin de l'année. De plus, la France qui est placée par la Commission européenne en procédure pour déficits publics excessifs doit présenter un plan de correction de la trajectoire budgétaire, alors que le déficit a atteint 5,6% du PIB contre 5,1% attendu par le gouvernement démissionnaire.

Le risque est également de faire croire aux Français que le résultat des élections n'a pas d'emprise sur le cours des décisions politiques. Ce qui est particulièrement dangereux dans un moment où la participation est basse mais a augmenté pour ces élections à forts enjeux. Pour éviter ces délais et le refus du Président de nommer un dirigeant de la coalition arrivée en tête, il faudrait que la France prenne davantage exemple sur ses voisins qui construisent des coalitions et des compromis afin d'arriver à des majorités stables, comme l'Espagne ou l'Allemagne. ◆





L'ESSENTIEL SUR...

- Norbert Elias, *La civilisation des mœurs*, 1939.

- Ole Schell et Sara Ziff, Picture me, *le journal vérité d'un top model*, 2009

La civilisation des mœurs de Norbert Elias

Fiche réalisée par Vincent BIENSTMAN



Présentation de l'ouvrage et de l'auteur

Norbert Elias est un sociologue allemand, né en 1897 et mort en 1990. Il a publié plusieurs ouvrages devenus de véritables classiques en sociologie, dont *La civilisation des mœurs* paru en 1939 pour la première édition. Il s'agit là de la première partie de l'ouvrage *Le processus de civilisation* ; la seconde partie, publiée en 1975, étant *La dynamique de l'Occident*. Parmi ses plus célèbres ouvrages, on pourra également citer *La société des individus* (1987) dans lequel il réfléchit sur la relation entre l'individu et la société.

Résumé des chapitres 3 et 5

La bibliographie officielle du réseau ScPo conseille la lecture de deux chapitres de cet ouvrage : le chapitre 3 d'une part qui vise à fixer « la position historique et sociologique du problème » et le chapitre 5 d'autre part, qui s'intéresse à « quelques fonctions naturelles ».

Le « problème » - ou plutôt la « problématique » - exposé dans le chapitre 3 est celui de l'émergence de l'idée de « civilisation » et son développement au cours des siècles derniers. Pour cela, le sociologue utilise tout au long de l'ouvrage des traités de savoir-vivre issus de plusieurs époques et s'adressant aux adultes. Cette étude permet ainsi de révéler les usages et les bonnes manières propres à chaque siècle.

L'analyse de traités datant du Moyen-Age interpelle un lecteur contemporain, tant les indications semblent être élémentaires de notre point de vue : « *il ne faut pas se curer les dents à l'aide de son couteau, cracher sur la table (...), il ne faut pas nettoyer ses dents avec la nappe* », etc.

Pour Norbert Elias, un tournant décisif s'opère durant la Renaissance. Pour l'illustrer, le sociologue s'attarde sur le traité d'Erasme, *De civilitate morum puerilium* publié en 1530. Cet ouvrage est emblématique car il introduit la notion de « civilité » qui deviendra ensuite centrale dans la définition européenne de l'idée de « civilisation ». Ce livre vise à orienter le comportement des hommes en société en matière de « *convenance extérieure du corps* ». Pour Norbert Elias, cet ouvrage illustre pleinement le basculement à l'œuvre durant cette époque. Alors que certains comportements prescrits paraissent, du point de vue actuel, tout à fait normaux et acquis, d'autres nous semblent lointains, hérités des traditions médiévales : « *Erasme fait été de choses qui ne passeraient plus aujourd'hui, il en évoque d'autres qui nous semblent l'évidence même* ». Par exemple, Erasme conseille d'utiliser un mouchoir en se détournant des autres pour se moucher, mais on peut se « *moucher avec deux doigts* » ; il conviendrait alors si « *quelque chose tombe par terre* » de « *l'étaler immédiatement avec le pied* ».

Alors que les recommandations indiquées dans les traités de savoir-vivre du Moyen-Age ne se traduisaient pas nécessairement par un changement des comportements, les traités à partir de la Renaissance obtiennent une réception bien plus forte, modifiant profondément les attitudes. Pour N. Elias, cela s'explique par des transformations sociales, et notamment le passage d'une noblesse chevaleresque (au Moyen-Age) à une noblesse de Cour (à la Renaissance) à laquelle s'agrège des individus issus de la bourgeoisie. Dans ce contexte de mobilité sociale importante en haut de la hiérarchie sociale, il devient de plus en plus important pour chacun d'affirmer, par ses comportements, son appartenance sociale : « *Les hommes exercent une plus grande pression les uns sur les autres, l'exigence d'une ''bonne conduite'' devient impérieuse* ».

Chapitre 5 : De quelques fonctions naturelles

Le chapitre 5 reprend la méthode présentée précédemment par le sociologue. A partir de trois « fonctions naturelles » (satisfaire ses besoins naturels, se moucher, dormir), N. Elias présente des extraits de divers traités de savoir-vivre (s'étalant du 13ème siècle au début du 20ème siècle) avant de les commenter.

De cette étude, il ressort une évolution au fil des siècles des seuils de la pudeur et du niveau affectif des hommes. Si l'évocation de certains comportements – comme uriner en public - peut aujourd'hui nous révulser, ils pouvaient auparavant paraître tout aussi naturels « *que le fait de se peigner ou de se chausser* ». N. Elias montre que la prescription de certains comportements devient de moins en moins nécessaire à mesure qu'ils se normalisent. Si les traités d'Erasme évoquent par exemple ouvertement la question de l'urine ou des flatulences en public, ces derniers disparaissent peu à peu des traités lors des siècles suivants. En somme, un « *voile de pudeur* » s'abat progressivement sur les fonctions du corps et leur vue. On n'évoque donc plus « *les sécrétions du corps* » telles que la morve, le crachat, l'urine. De même, la nudité devient de plus en plus une affaire privée. Des « instruments de civilisation » se développent alors pour cacher ces éléments : le mouchoir, la toilette de nuit, etc.

N. Elias note par ailleurs l'évolution des justifications pour ces comportements. Alors que les premiers traités de savoir-vivre étudiés ne cessent de faire référence à la « bienséance » et au respect des autres, les traités des siècles suivants évoquent de moins en moins des éléments extérieurs. L'individu doit adopter un comportement pour lui-même et non simplement pour les autres. Certains arguments « rationnels » apparaissent ainsi peu à peu pour justifier ces comportements, tel que l'hygiène.

Ce « processus de civilisation » pousse, au fil des siècles, les individus à développer une forme d'autocontrôle. Il devient de moins en moins nécessaire d'exercer un contrôle extérieur. Aujourd'hui, même lorsqu'un individu est seul, il adopte les comportements que la société attend de lui car ce conditionnement pousse l'individu à développer un « *coefficient de gêne, d'angoisse, de pudeur ou de culpabilité* » tel qu'il adopte par lui-même ces attitudes. En d'autres termes, « *le comportement standard de la société est devenu plus ou moins une ''seconde nature''* ».

Dès lors, si les traités de savoir-vivre s'adressaient auparavant aux adultes, ces règles de savoir-vivre sont aujourd'hui transmises dès le plus jeune âge. La famille est ainsi l'instance centrale de ce conditionnement et vise à faire intérioriser le plus rapidement possible ces règles. Finalement, « *l'histoire d'une société se reflète dans l'histoire interne de chaque individu : chaque individu doit parcourir pour son propre compte en abrégé le processus de civilisation que la société a parcouru dans son ensemble ; car l'enfant ne naît pas ''civilisé''* ». ◆

Picture me, le journal vérité d'un top model (2009)

Fiche réalisée par Louis ROSSIGNOL

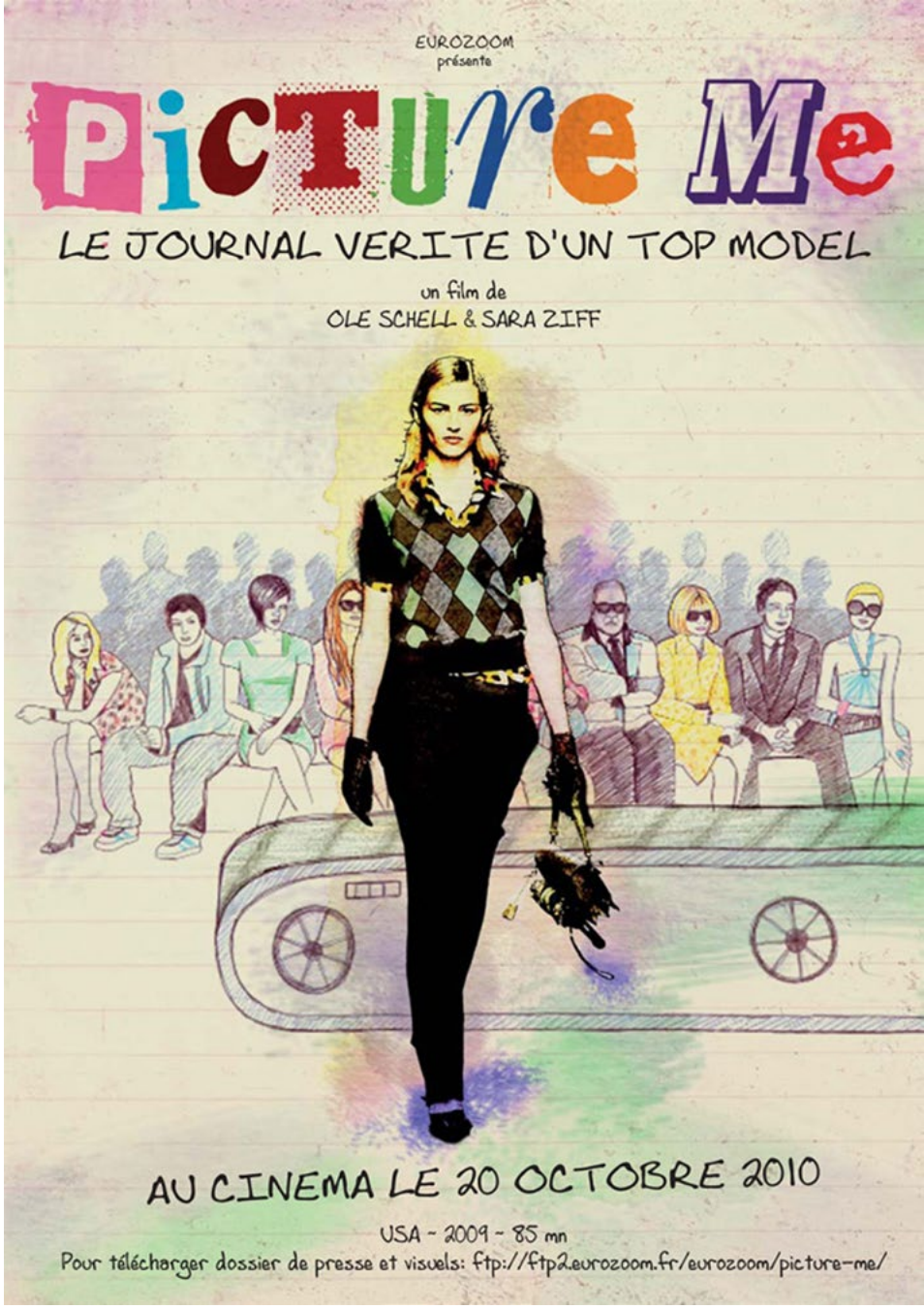
Sara Ziff, une new-yorkaise d'un milieu cultivé et relativement aisé, s'est filmée au début des années 2000 avec l'aide de son petit ami de l'époque. Elle débute à 18 ans dans le mannequinat et nous la suivons jusqu'à la reprise de ses études à l'université de Columbia lorsqu'elle avait 23 ans.

Son documentaire à partir de son exemple et celui de quelques-unes de ses amies permet d'illustrer la vision du corps dans ce secteur qui conduit à un sentiment de dépossession, à travers l'argent, le manque de prise sur leur carrière et les critiques souvent très dures qu'elles subissent. D'autant plus que les mannequins n'ont pas pu anticiper toutes les conséquences de leur métier car le recrutement se réalise généralement par hasard. C'est un monde de fantasmes mais aussi d'illusions avec des aspects particulièrement négatifs pour les filles y participant.

Les débuts joyeux

Sara est repérée à 14 ans dans la rue par un photographe à la sortie de son école mais débute véritablement sa carrière à 18 ans après avoir fini son lycée en enchaînant les publicités, photos et défilés. Très rapidement c'est l'excitation de sa nouvelle vie qui prend le dessus grâce aux voyages et à l'argent qui arrivent très rapidement. A 19 ans, elle reçoit un chèque de plus de 80 000 dollars et une liasse de billets provenant de défilés à Milan. Cet argent facile et rapide fait qu'elle se compare à une strip-teaseuse qui a un comportement similaire se servant de son corps pour recevoir de l'argent.

Sara montre les réactions de sa famille lors de ses débuts. Ses parents sont heureux pour elle mais également inquiets notamment à cause de l'arrêt de ses études, étant eux-mêmes diplômés de l'université (neurobiologiste pour son père et avocate pour sa mère). Ils s'étonnent également de l'importance d'avoir l'air heureuse pour les mannequins dans leur vie mais aussi morose sur les photos, car c'est l'image de la sensualité et la séduction. Ses propres émotions sont donc dictées par son métier.



Le contrôle et l'isolement

Afin de garder le contrôle sur les mannequins, notamment celles qui arrivent de pays en développement ou émergents, les agences mettent en œuvre des stratégies d'endettement avec la mise à disposition d'appartements, de chauffeurs, de billets d'avions mais tout cela à la propre charge des filles. Elles sont donc dans l'obligation de continuer et d'accepter le travail proposé afin de les rembourser ; ce qui entraîne une partie d'entre elles dans un cercle vicieux de surendettement. D'autant plus qu'elles s'habituent à ce train de vie avec l'exemple d'un chèque de 111 000 dollars que Sara reçoit sans joie, car à ce moment elle commence à s'inquiéter sérieusement d'avoir réalisé un mauvais choix en abandonnant ses études contrairement à ses amis qui sont presque tous diplômés de grandes universités.

De plus, les mannequins perdent certains de leurs liens amicaux et familiaux car elles ont un mode de vie différent et généralement un niveau de vie beaucoup plus important en devenant riches très jeunes. Cela peut causer des frustrations et le sentiment que leurs proches cherchent à profiter d'elles. Certaines finissent donc par s'isoler afin d'éviter ces sentiments.

Le milieu de la mode peut aussi engendrer des comportements pervers en particulier des hommes photographes qui cherchent à profiter des mannequins, avec des photos, des vidéos sans leur autorisation lorsqu'elles se changent. Mais également des agressions sexuelles pendant ou après les séances où elles sont dans un rapport de domination avec des hommes plus âgés et ayant le pouvoir de rendre possible ou non leur carrière.

Le défilé comme moment paroxystique

Le documentaire se poursuit en se concentrant sur les défilés qui sont des périodes difficiles pour les mannequins. Pendant plusieurs semaines, les fashion weeks s'enchaînent à Londres, New-York, Paris et Milan. Pendant ces moments, elles

ne peuvent dormir que quelques heures par nuit, sans jour de congé et en travaillant parfois 15 heures dans la journée.

Les défilés sont un moment de chaos, de stress, d'intensité avec beaucoup de bruit, de personnes et de stars. Les changements se font dans les coulisses devant tout le monde sans aucune intimité, comme-ci elles n'en avaient pas besoin car leur corps est un objet public.

Lors de ces *fashion weeks*, elles ne se soucient de rien, tout est pris en charge par les agences. Certaines se sentent comme des « poupées vivantes » avec une attention extérieure permanente, mais sans réflexion car la tête se vide avec une apparence qui prend le dessus. Les mannequins sont considérées seulement comme un corps qui n'est plus connecté au reste. Les personnes autour d'elles oublient qu'elles sont des êtres humains en étant traitées « comme des robots ». Elles ressentent une sensation de vide en devenant seulement un accessoire de mode au même titre que les vêtements.

Une influence négative sur leur moral

Les conséquences de ce secteur sont importantes pour les mannequins qui sont incitées à devenir les plus maigres possible. Les critiques sur leur corpulence sont faites directement en face d'elles. Les jugements sont basés seulement sur l'apparence sans prise en compte de la personne, ce qui engendre de fortes pressions sur elles et un sentiment de dépersonnalisation.

La maigreur devient une compétition et une source de pouvoir car c'est le seul facteur contrôlable pour elles. Ceci déclenche des comportements qui peuvent se rapprocher de l'anorexie. Elles développent souvent une vision négative de leur corps, comme par exemple lorsque Sara regarde certaines de ses photos dans les magazines où elle se trouve laide et idiote.
De plus, pour maintenir leur maigreur et contrôler leur satiété certaines utilisent des drogues comme la cocaïne pour également tenir malgré la fatigue. La beauté est centrée sur la jeunesse et la minceur avec des mannequins qui peuvent débuter avant 14 ans. Il y a une course à la nouveauté avec un sentiment d'être jetables dès qu'elles dépassent 22 ans. Cela oblige à des sacrifices pendant leur adolescence en particulier de leur scolarité, ce qui rend la reconversion difficile car leurs compétences sont limitées en dehors de ce secteur.

Enfin, l'impact de cette industrie ne s'arrête pas aux seules mannequins mais influence également l'ensemble de la société à travers les normes et valeurs véhiculées dans les médias et lors des défilés. Ce documentaire a été tourné avant l'avènement des réseaux sociaux, qui n'ont fait qu'accentuer certaines des dérives décrites par Sara et ses amies.

Cependant il faut également noter que les normes de beauté ont évolué depuis le moment du tournage. Si elles restent très centrées sur la minceur, certains corps avec davantage de formes sont mieux acceptés ces dernières années avec la figure archétypale de Kim Kardashian qui a participé à ce changement (visible sur arte.tv dans le documentaire de Nesrine *Slaoui Kim Kardashian Theory*, 2024). Les normes de beauté sont ainsi toujours aussi prégnantes pour les individus et notamment les femmes, mais elles peuvent évoluer avec le temps. ◆


tremplin le mag